

QUAND LA MUSIQUE CESSE

Les conséquences du terrorisme sur la jeunesse malienne

EN COLLABORATION AVEC



AMBASSADE ROYALE DU DANEMARK



EN COLLABORATION AVEC



AMBASSADE ROYALE DU DANEMARK



QUAND LA MUSIQUE CESSE

Les conséquences du terrorisme sur la jeunesse malienne

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les opinions, les constatations, les conclusions et les recommandations ci-exprimées ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), du Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye (ICCT), ou de toute autre entité nationale, régionale ou internationale participante. Les opinions exprimées dans des articles signés, sur des sites Web, dans des études ou dans d'autres contributions engagent exclusivement la responsabilité de leurs auteurs et leur publication ne vaut pas approbation des avis qui y sont formulés de la part de l'UNICRI ou de l'ICCT. La désignation utilisée et la présentation du matériel dans cette publication ne sont en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un quelconque pays, de son territoire et des villes ou régions placées sous son autorité, non plus que concernant le tracé de ses frontières ou limites. Les contenus de cette publication peuvent être cités ou reproduits, à condition de mentionner la source des informations.

©UNICRI et ICCT, octobre 2020

COPYRIGHT

Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)

Viale Maestri del Lavoro, 10, 10127 Turin, Italie

Tél: +39 011-6537 111 / Fax: +39 011-6313 368

Site Web: www.unicri.it

E-Courriel: unicri.publicinfo@un.org

Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye (ICCT)

Tél. : +31 (0) 70 763 0050

Site Web: <https://icct.nl/>

E-Courriel: info@icct.nl

Photographie de couverture: © Photo ONU/Marco Dormino

Photocomposition: Bologna Antonella et Laterra Paolo, Turin, Italie

Avant-propos

Depuis 2012, le Mali fait face à un climat de grande instabilité, à la multiplication des épisodes de violence et à des tensions persistantes résultant de problèmes distincts mais liés entre eux, dont la rareté des ressources, les tensions intercommunautaires de longue date, une mauvaise gouvernance et une faible prestation des services. Dans un tel contexte, divers groupes armés et groupes terroristes ont établi leur présence dans le pays, au nord initialement, mais avec un net déplacement vers le centre et le sud ces dernières années. La fragilité des institutions, l'accès accru aux armes, les effets du changement climatique sur une économie traditionnellement pastorale et agricole, la porosité des frontières et les formes existantes de commerce informel ont favorisé une dangereuse collaboration entre les groupes terroristes et les groupes criminels organisés. Leur présence a progressivement aggravé les tensions entre différents groupes ethniques et communautés, comme en témoigne la vive recrudescence des violences et meurtres ciblant des groupes ethniques au Mali central.

Les jeunes Maliens font partie des personnes les plus touchées par cette situation précaire. Le sentiment général d'insécurité et d'instabilité, exacerbé par un manque de perspectives économiques, une mobilité réduite et une faible gouvernance, a instauré un environnement défavorable au développement psychosocial et économique. Il en résulte que les jeunes Maliens sont plus exposés au risque de s'engager auprès de groupes extrémistes criminels et violents qui visent à diffuser des convictions extrémistes et à profiter des griefs existants pour enrôler de nouvelles recrues.

Si les jeunes Maliens figurent parmi les premières victimes de l'expansion des groupes terroristes, ils peuvent également jouer un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions à long terme pour remédier à cette crise. Les acteurs nationaux et internationaux qui souhaitent soutenir les jeunes Maliens et encourager leur contribution pour bâtir une société plus pacifique devraient d'abord comprendre comment les jeunes sont touchés par l'extrémisme violent dont ils sont les témoins directs. Écouter leurs points de vue, leur donner une tribune d'expression et exposer leur vécu, comme l'ont fait l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et le Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye (ICCT) à travers ce rapport, aide à renforcer le rôle de cette nouvelle génération en tant que principal moteur d'une évolution positive au sein de la société.

Relever le défi de l'extrémisme violent, pas uniquement au Mali mais à travers le monde également, nécessite une approche globale, axée sur la société dans son ensemble et fondée sur le soutien apporté aux acteurs et communautés locaux pour contrer non seulement les effets de l'extrémisme violent mais aussi ses causes profondes. La jeunesse peut et doit jouer un rôle crucial dans ce processus.

Antonia Marie De Meo
Director of UNICRI



Alexander von Rosenbach
Director of ICCT



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	v
Remerciements	ix
Résumé	x



CHAPITRE 1:

Introduction: L'insécurité croissante au Mali	14
Portée et objectif de l'étude	19
Méthode	20
Régions étudiées	20
Participants	23
Processus de collecte des données	26



CHAPITRE 2:

Définition et présence des «terroristes»: des récits multiples et complexes	27
Les terroristes comme auteurs de violences: le djihadisme et au-delà	28
Une présence répandue mais différenciée: la menace terroriste multiple	32



CHAPITRE 3:

L'incidence des groupes terroristes: vivre sous la menace **37**

Violence et menaces physiques	38
Gouvernance et contrôle territorial	41
Aspects économiques	45
Vie sociale et quotidienne	48



CHAPITRE 4:

Quel rôle pour les jeunes? Soutien et résistance en période de violence **52**

Le choix de la participation à l'extrémisme violent	53
Le choix de la résistance	58



CHAPITRE 5:

Conclusions et recommandations **62**



Remerciements

L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et le Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye (ICCT) remercient sincèrement l'Ambassade royale du Danemark à Bamako, Mali, pour son généreux soutien à ce projet. Ils sont en outre très reconnaissants aux représentants de la société civile, aux praticiens et aux chercheurs dont l'expérience et les points de vue ont alimenté cette publication. Les auteurs tiennent particulièrement à exprimer leur gratitude aux partenaires locaux et nationaux ainsi qu'aux parties prenantes qui ont participé aux consultations, aux réunions et aux ateliers qui ont conduit à l'élaboration du présent rapport. Remerciements particuliers à Baba Dakono et Yida Seydou Diall.

Auteurs

Edoardo Baldaro, Julie Coleman, Elena Dal Santo, Méryl Demuynck, Elise Vermeersch.

Résumé

Le présent rapport fait partie d'un plus vaste projet: «Mali (Dis-)Engagement and Re-Integration related to Terrorism (MERIT)» [(Dés)engagement et réinsertion liés au terrorisme au Mali], mené conjointement par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et le Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye (ICCT). À l'aide d'études menées sur le terrain et d'analyses de données primaires, l'UNICRI et l'ICCT visent à améliorer les connaissances et la sensibilisation sur la question de l'extrémisme violent au Mali au travers du regard et de la parole des jeunes du pays. Ce rapport étudiera les conséquences de la présence de longue date des groupes terroristes sur la vie quotidienne des jeunes au Mali. En donnant la parole à un échantillon représentatif, il propose de nouvelles perspectives sur les conséquences du terrorisme sur les jeunes. Ces derniers n'ont pas été sélectionnés en raison de leur participation à l'extrémisme violent ou aux conflits, mais leur vie a été considérablement bouleversée par la présence terroriste dans leur pays.

Qui sont les terroristes?

La crise actuelle au Mali est en grande partie attribuée au «terrorisme». Au Mali toutefois, le langage courant **inclut souvent dans les termes «terroriste» ou «djihadiste» tous les acteurs armés accusés d'avoir perpétré des violences à l'encontre de la population**, y compris les criminels, les milices d'autodéfense et (dans certains cas) les forces de sécurité maliennes (une défini-

tion bien plus vaste que celle qui relève du cadre juridique international). Même si les personnes interrogées ont généralement reconnu que les «djihadistes» étaient les acteurs qui ont recours à la violence pour mettre en œuvre un programme politique extrémiste inspiré d'une vision radicale de l'Islam, une distinction nette entre les divers chefs et groupes fait défaut.

Présence des groupes terroristes: quelles sont les conséquences?

Au sein des trois localités sélectionnées aux fins de l'étude (à savoir Bamako, Mopti et Ménaka), les jeunes qui ont connu différents degrés d'exposition aux violences prolongées perçoivent différemment la présence des groupes terroristes dans le pays. La région de Ménaka est perçue comme étant largement «contrôlée» par divers groupes terroristes [en particulier l'État is-

lamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), l'organisation sahélienne affiliée à Al-Qaïda]. Dans la région de Mopti, les combattants terroristes n'occupent pas directement les principales villes mais se servent des zones rurales comme de bases arrière pour organiser et planifier leurs opérations. Si la situation à Bamako est

généralement considérée comme moins inquiétante par la plupart des personnes interrogées, certaines ont révélé que l'insécurité progressait dans la capitale, malgré la présence des forces de sécurité. Les divers points de vue des jeunes personnes interrogées sont, en règle générale, liés non seulement à leurs différentes origines géographiques, mais aussi à leur appartenance ethnique, ce qui témoigne de certaines divisions persistantes et profondément enracinées dans la société malienne.

Indépendamment de leur localisation et d'autres indicateurs socio-économiques, les conséquences de la présence des groupes terroristes touchent principalement quatre aspects de la vie des jeunes Maliens :

- La présence d'organisations terroristes à travers le pays s'est d'abord traduite par **des niveaux de violences armées et de menaces physiques plus élevés**. Ces violences et menaces sont utilisées soit comme un instrument de guerre classique contre les ennemis des groupes (dont les forces de sécurité nationales, les troupes internationales et les autres groupes ou milices armés), soit comme un moyen de répandre la peur et d'asseoir leur contrôle sur les territoires et les populations locales, en ciblant toute personne s'opposant à leur régime ou soupçonnée de coopérer avec les représentants de l'État, ainsi que les civils innocents. La moitié des jeunes interrogés dans le cadre de cette étude ont effectivement affirmé avoir été eux-mêmes témoins d'actes violents perpétrés par des groupes terroristes. Outre les meurtres, les enlèvements, les attentats et les sièges de villages dénoncés par les personnes interrogées à Mopti et à Ménaka, la présence des terroristes a également provoqué la «militarisation» ou l'«armement» des conflits sociétaux et des tensions intercommunautaires, dégradant d'autant plus un environnement sécuritaire déjà fragile.
- La capacité des groupes terroristes à établir **leur contrôle sur les territoires et à instaurer d'autres systèmes de gouvernance locale** a eu de profondes répercussions sur la vie des jeunes. Si les groupes extrémistes comptent souvent sur les communautés locales pour le ravitaillement en nourriture et en biens de base et la collecte d'informations essentielles, ils constituent également, dans certains cas, une «alternative» en fournissant des services quasi-étatiques (y compris des systèmes d'imposition et de gestion des terres, ainsi que l'administration de la justice) dans les zones où le gouvernement de Bamako est autrement absent. Bien que la plupart des écoles et des centres de santé aient été fermés ou détruits par des groupes terroristes, et alors que la plupart des participants s'accordent à dire que la «gouvernance terroriste» aggrave leurs conditions de vie, plusieurs d'entre eux soulignent que ce système semble (dans certaines situations) plus «juste» et «efficace» que celui de l'État, en particulier en ce qui concerne la justice, grâce à des processus plus rapides et moins corrompus.
- La présence des groupes terroristes est presque unanimement perçue comme ayant **une incidence économique «dévastatrice»** sur la jeunesse malienne, notamment sur son accès aux possibilités d'emploi, et sur les lieux d'échanges économiques et d'activités productives, dont le nombre se retrouve dramatiquement réduit. Ces conséquences sont le résultat d'un environnement moins sûr, où la pauvreté et le recours aux

armes sont plus fréquents et où les ressources nationales sont employées pour répondre à des besoins plus urgents (tels que l'allocation de fonds à la lutte contre le terrorisme). En plus de nuire aux dynamiques macro-économiques, les groupes terroristes ont également une incidence sur les perspectives des jeunes Maliens sur le plan micro-économique. Dans les villes de Mopti et de Ménaka, les activités des terroristes et les règles qu'ils imposent ont généralement une incidence néfaste sur les activités commerciales, agricoles et pastorales. Ils obligent les marchés locaux à fermer, volent le bétail des bergers locaux et bloquent l'accès aux pâturages, car il s'agit souvent des endroits où les terroristes se cachent et établissent leurs camps. En appliquant la charia, les groupes terroristes renforcent en outre les obstacles qui empêchent les femmes de travailler ou de quitter leur foyer pour se rendre seules au marché, ce qui réduit les budgets familiaux. Ces facteurs réduisent la quantité de biens commerciaux disponibles et, en conséquence, en augmentent les prix. Cette situation pourrait facilement avoir des conséquences désastreuses en aggravant les niveaux d'insécurité alimentaire déjà élevés.¹

- De plus, la présence des groupes terroristes a eu **de profondes répercussions sociales et psychologiques** sur les jeunes du Mali, dont l'exposition à la violence se traduit généralement par des sentiments de peur, d'insécurité, d'injustice, mais également de résignation face au terrorisme lui-même. Plus inquiétant encore, la présence des

groupes terroristes suscite un sentiment de méfiance généralisé entre les personnes et les communautés, la plupart des jeunes n'accordant leur confiance qu'aux membres les plus proches de leurs cercles sociaux, en particulier les membres de leur famille et les amis proches. Cette méfiance tend à la fois à aggraver les tensions existantes entre les groupes ethniques et les classes sociales, et à renforcer le manque de confiance envers l'État et ses représentants, en particulier en ce qu'elle accroît les sentiments de marginalisation et de discrimination à l'égard de certaines communautés. Si ce sentiment omniprésent d'insécurité et de méfiance est partagé par les personnes interrogées, sans distinctions géographiques significatives, les jeunes vivant dans des zones sous le joug de groupes terroristes se voient en outre imposer de nouveaux comportements et de nouvelles règles sociales qui puisent leur inspiration dans l'interprétation radicale de l'islam et l'application stricte de la charia par ces groupes. Cela comprend notamment: la prohibition de l'alcool et des cigarettes, des jeux de cartes et des matchs de football; l'obligation de porter le voile pour les jeunes femmes qui ont vu leur rôle au sein de la société, leur participation à la vie politique et leurs perspectives globales se réduire considérablement; la fermeture de la plupart des écoles françaises et l'interdiction des pratiques traditionnelles et des festivités culturelles au cours desquelles les griots (musiciens ou poètes traditionnels) ne peuvent plus jouer de musique. Ainsi, les groupes terroristes font littéralement «cesser la musique».

1 Programme Alimentaire Mondial, Rapport pays, juillet 2020, disponible sur: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000118498/download/?_ga=2.153333304.1225969133.1601313207-1114742404.1601313207

Quel rôle la jeunesse joue-t-elle?

Bien que l'écrasante majorité des jeunes Maliens ne soutienne pas les groupes terroristes, les jeunes ne sont pas uniquement des victimes ou des observateurs passifs de la situation à laquelle ils sont confrontés: un faible pourcentage joue en réalité un rôle actif dans l'extrémisme violent, avec des degrés plus élevés de participation observés chez ceux vivant dans des zones occupées.

Même si aucun des participants à la présente étude ne prenait part à des organisations terroristes, beaucoup ont reconnu que, parmi ceux qui participent activement ou indirectement aux activités terroristes, certains rejoignaient les groupes volontairement pendant que d'autres y étaient contraints. Les personnes interrogées exposent trois raisons principales expliquant le choix de certains jeunes de rejoindre des groupes terroristes:

1) la protection personnelle ou communautaire; 2) l'amélioration de son propre statut

social; 3) la vengeance contre les injustices et les menaces (perçues ou réelles) de l'État.

En revanche, alors que de nombreux jeunes luttent pour trouver le moyen de vivre avec les dangers qui les entourent, certains s'opposent ouvertement à ces groupes et tentent de chercher et de mettre en œuvre des solutions en faveur de la paix et de la sécurité. Il est cependant inquiétant de constater que presque la moitié des interlocuteurs interrogés estime qu'il est trop tard et trop difficile pour les jeunes d'agir contre la présence des terroristes. Malgré cela, parmi les jeunes interrogés qui contribuent à la prévention ou à la lutte contre la propagation de l'extrémisme violent, certaines initiatives et des solutions éventuelles mentionnées comprenaient: prendre les armes contre les terroristes en rejoignant les rangs de l'armée, sensibiliser et ouvrir des perspectives économiques, et accepter le rétablissement de l'autorité étatique.



INTRODUCTION

L'INSÉCURITÉ CROISSANTE AU MALI

Malgré le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de l'opération Barkhane (une force française mobilisant 5.000 hommes), de la force opérationnelle Takuba (une force militaire européenne réunissant plusieurs États), ainsi que de la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM), le Mali est entré en 2020 dans sa huitième année de troubles civils et de violence généralisée. L'instabilité croissante et les tensions politiques de plus en plus fortes ont effectivement conduit à un nouveau coup d'État militaire en août 2020 (le deuxième en moins de neuf ans). Ce qui

a été considéré, des années durant, comme une des démocraties les plus prospères et accomplies du continent africain² n'est parvenue ni à asseoir sa présence ou son autorité sur l'ensemble du territoire national, ni à gagner la confiance de toute la population, ou à affirmer a pleine légitimité de son gouvernement.³ Cette instabilité persistante entretient davantage un cercle vicieux de griefs politiques, de défiance sociale et de violence armée, dont les répercussions se sont déjà étendues au-delà des frontières du Mali pour atteindre les pays limitrophes du Niger et du Burkina Faso, et ont commencé à déborder dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest.⁴

2 Zeric Kay Smith, «Francophone Africa in Flux: Mali's Decade of Democracy» (Évolution de l'Afrique francophone: une décennie de démocratie au Mali), *Journal of Democracy* 12.3 (2001): 73-79; Freedom House, «Countries at the Crossroads 2011 - Mali», 10 novembre 2011, disponible sur: <https://www.refworld.org/docid/4ecba6492f.html>

3 Friedrich Ebert Stiftung, Mali-MètreII: Enquête d'opinion politique «Que pensent les Malien(ne)s?», 2020, disponible sur: http://www.fes-mali.org/images/Rapport_Final_Malimetre_NII_Site.pdf

4 International Crisis Group (2019), «L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion djihadiste», *Briefing Afrique*, No 149, International Crisis Group.

La crise au Mali a débuté en 2012 sous la forme d'une rébellion touarègue, qui a éclaté dans les régions du nord et découlait d'anciens griefs et clivages ethno-géographiques au sein de la société malienne. En mars 2012, le coup d'État militaire a dramatiquement mis en évidence la fragilité des institutions locales, réunissant les conditions pour la prolifération de groupes extrémistes, de réseaux criminels et de milices d'autodéfense. Au fur et à mesure que la crise a continué à évoluer et à s'étendre au cours des huit années qui ont suivi, de nouveaux défis et acteurs plus préoccupants sont apparus, dont la menace terroriste est la manifestation la plus visible.

La crise peut être divisée en plusieurs phases, qui correspondent à plusieurs cycles distincts de violences et de comportements des acteurs armés.⁵ Bien que les groupes terroristes aient contribué à l'engrenage de violence dans le nord du Mali de 2012 à 2013, le nombre de groupes armés (les organisations terroristes, ainsi qu'une myriade de milices d'autodéfense et d'entreprises criminelles) a augmenté de manière exponentielle dans les derniers temps des pourparlers de paix qui ont abouti à l'Accord d'Alger de 2015. Non

seulement divers chefs rebelles ont formé des groupes dissidents au cours de ces pourparlers de paix, mais ils ont également constitué des milices armées pour soutenir leurs revendications et (prétendument) assurer la sécurité de leurs partisans.⁶ Parallèlement, les groupes terroristes ont réorganisé leur présence dans le pays et ont commencé à tisser de nouveaux liens avec des chefs et des populations au-delà du nord du Mali. Cela a conduit à l'émergence de nouveaux groupes dissidents, et notamment de la première branche locale de l'État islamique en 2015 [connue sous le nom d'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)].⁷ En conséquence, d'autres chefs ont créé de nouvelles branches dont l'objectif principal était de s'emparer des lignes préexistantes des conflits ethniques, politiques et économiques au sein de la population et de les étendre. C'est notamment le cas de la Katiba du Macina, le groupe mené par le prédicateur peul malien Amadou Koufa, qui contrôle désormais de vastes portions du territoire dans les régions de Mopti et de Ségou dans le Mali central et dont le succès repose principalement sur sa capacité à récupérer la cause peule.⁸

-
- 5 Bencherif, Adib, et Aurélie Campana, «Alliances of convenience: assessing the dynamics of the Malian insurgency» (Alliances stratégiques: évaluer les dynamiques de l'insurrection malienne), *Mediterranean Politics* 22.1 (2017): 115-134.
 - 6 Modibo Ghaly Cissé, «Comprendre les perspectives peules sur la crise au Sahel», Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 22 avril 2020, disponible sur: <https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel/>
 - 7 RFI, «Mali: le groupe État islamique officialise sa présence au Sahel», 31 octobre 2016, disponible sur: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20161031-mali-groupe-etat-islamique-officialise-presence-sahel-Abou-Walid-Sahraoui>
 - 8 Le peuple peul est une population présente dans toute l'Afrique de l'Ouest, dont l'activité économique principale est le pastoralisme. Les Peuls, étant le groupe ethnique le plus important du Mali central, ont longtemps été marginalisés sur le plan politique et discriminés sur le plan socio-économique par l'État malien. Au cours des premières années du conflit malien, les civils et chefs peuls ont été victimes de diverses attaques perpétrées à la fois par l'armée malienne et les groupes rebelles. Le besoin de protection, ainsi qu'un désir de saisir de nouvelles possibilités économiques et sociopolitiques qu'offre le conflit, ont poussé un petit nombre de Peuls, en particulier des jeunes et des personnes issues de classes sociales défavorisées, à rejoindre les rangs de la Katiba du Macina. Il convient de souligner que la «question peule» ne se pose pas qu'au Mali. On peut observer, à la fois au Burkina Faso et au Niger, des dynamiques similaires de marginalisation économique, de stigmatisation sociopolitique et d'abus de la part de l'État à l'encontre de cette communauté. Comme le cas d'Ansarul Islam (le groupe lié au GSIM qui opère principalement au Burkina Faso) le laisse à penser, les organisations djihadistes démontrent leur capacité à tirer profit des griefs des Peuls dans tout le Sahel central. Cela risque de favoriser un cercle vicieux de répression et de radicalisation, dont les répercussions débordent déjà des frontières du Mali.

La crise est devenue considérablement plus complexe en 2016, ne se limitant plus au cli-vage nord-sud qui avait provoqué la rébellion de 2012, mais se caractérisant plutôt par un regroupement horizontal de divers griefs et conflits.⁹ Dans ce qu'on qualifie souvent de processus de «sahélisation», des groupes ter-roristes¹⁰ opérant au Mali ont encouragé, de manière décisive, une « politique armée triba-lisée» dans les régions du nord et du centre du pays.¹¹

L'instrumentalisation des griefs ethniques en vue de les raviver par les acteurs terroristes tels que la Katiba du Macina ou Ansar Eddine, associée à la stratégie répressive de l'État contre les rebelles, les combattants ter-ro-ristes et (dans de nombreux cas) les popula-tions civiles, a changé la nature du conflit ma-lien.¹² Au cours de cette période, des conflits ouverts ont commencé à atteindre le Mali central, alors que les forces de sécurité de l'État ont été progressivement chassées de la

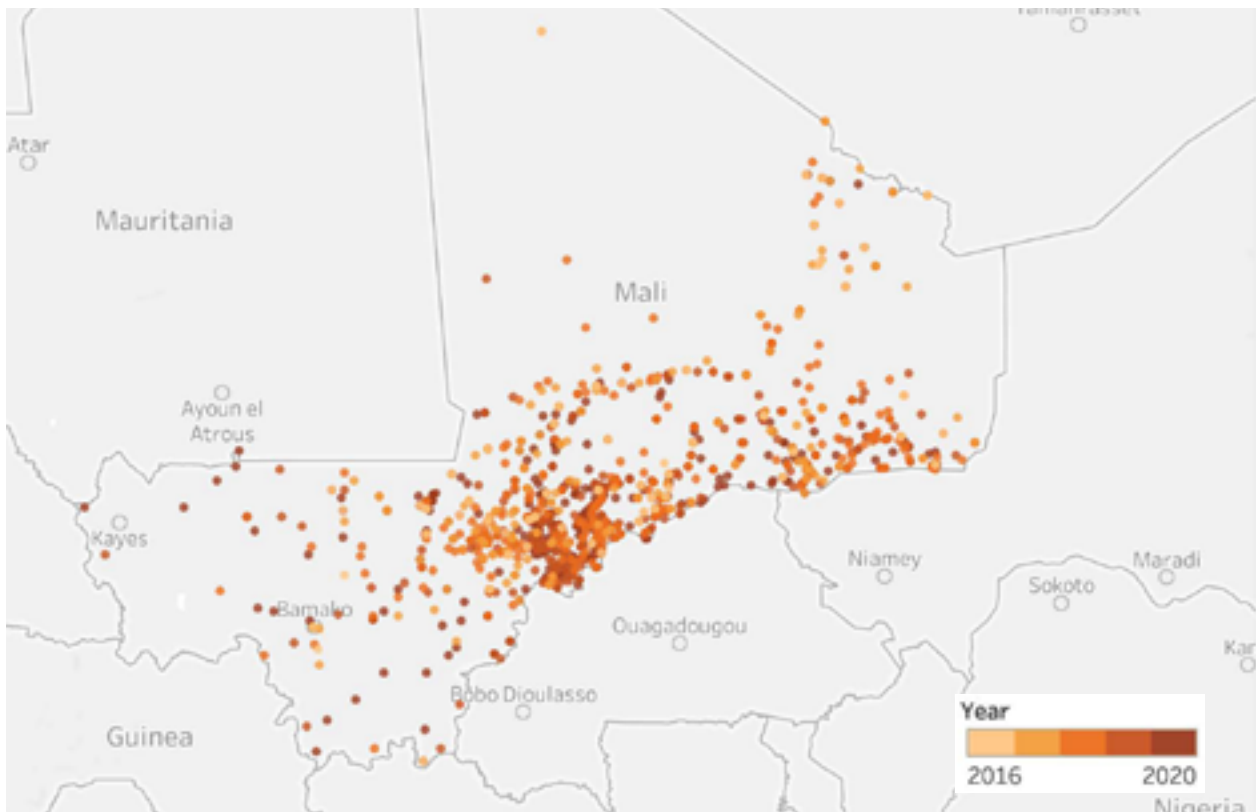
zone.¹³ En conséquence, les milices d'autodé-fense et les milices ethniques ont commencé à se multiplier, dont la milice dogon Dan Na Ambassagou, formée en 2016, probablement avec le consentement tacite (voire le soutien) du gouvernement national, et dont l'objec-tif principal est de combattre ce qu'elle juge être un «djihad peul».¹⁴

Suite à la multiplication des groupes armés après 2016, le conflit au Mali a été le théâtre d'un nombre sans précédent d'attentats en 2019 et ce jusqu'en 2020, et cette tendance ne montre aucun signe de ralentissement (voir figure 1). Le pays se caractérise par une vio-lence croissante, des conflits intraterroristes qui se sont amplifiés en 2019, et l'absence de l'État dans la plupart des régions du nord et du centre du pays.¹⁵

Au sein d'un paysage fragmenté, compétitif et changeant, deux principales coalitions ter-roristes ont vu le jour au Mali. Le Groupe de

-
- 9 Guichaoua Yvan et Mathieu Pellerin, «Faire la paix et construire l'État. Les relations entre pouvoir central et périphé-ries sahéliennes au Niger et au Mali», IRSEM, juillet 2017, disponible sur: <https://www.ifri.org/fr/publications/publications-ifri/articles-ifri/faire-paix-construire-letatrelations-entre-pouvoir#sthash.drHiaRnr.dpbs>
- 10 Mathieu Pellerin, «Les violences armées au Sahara: du djihadisme aux insurrections?», Études de l'IFRI, novembre 2019, disponible sur: https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pellerin_violence_armees_sahara_2019_002.pdf
- 11 Edoardo Baldraro, «The Formidable Challenges to Peace in Mali» (Les grands obstacles à la paix au Mali), ISPI Commen-tary, 9 septembre 2019, disponible sur: <https://www.ispionline.it/it/publicazione/formidabile-challenges-peace-mali-23835>
- 12 International Crisis Group, «Mali central: la fabrique d'une insurrection?», Rapport Afrique N° 238, 16 juillet 2016, dispo-nible sur: <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/west-afrique/mali/central-mali-uprising-making>
- 13 On peut considérer que la quatrième phase a débuté en 2019, quand une série de massacres (tels que le massacre d'Ogossagou) et de lourdes défaites de l'armée (telles que l'attaque d'Indelimane, près de Ménaka en novembre 2019) ont encouragé la division, de fait, du Mali en différents sous-systèmes pour la plupart autonomes. Il s'agit éga-lement de la phase au cours de laquelle on a pu voir, pour la première fois, un violent conflit ouvert opposer le GSIM et l'EIGS pour prendre la tête du djihad au Mali.
- 14 Human Rights Watch, ««Avant, nous étions des frères»: Exactions commises par des groupes d'au-todéfense dans le centre du Mali», 7 décembre 2018, disponible sur: <https://www.hrw.org/fr/re-port/2018/12/07/avant-nous-etions-des-freres/exactions-commises-par-des-groupes-dautodefense-dans>; FIDH et AMDH, «Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme», 20 novembre 2018, disponible sur: https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf; Morgane Le Cam, «Au Mali, les liaisons dangereuses entre l'État et les milices», Le Monde, 24 juillet 2018, disponible sur: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/24/au-mali-les-liaisons-dangereuses-entre-l-etat-et-les-milices_5335256_3212.html
- 15 IACLED, «Aperçu régional: Afrique 15 décembre 2019 – 4 janvier 2020», 10 janvier 2020, disponible sur: <https://acledda-ta.com/2020/01/10/regional-overview-africa-15-december-2019-4-january-2020/>

Figure 1 Violent incidents from 2016 to 2020, elaborated from ACLED Data - Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED - acleddata.com)



soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), constitué en mars 2017, est l'organisation parapluie qui rassemble les groupes sahéliers affiliés à Al-Qaïda, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar Eddine, Al-Mourabitoun et la Katiba du Macina, qui suivent toutes une forme de division géographique des activités et acceptent l'autorité d'Iyad ag Ghali, précédemment chef d'Ansar Eddine, et chef et ancien rebelle touareg notoire.¹⁶ En écho au schisme qui a divisé le paysage terroriste mondial, une faction dissidente d'Al-Mourabitoun (qui fait lui-même désormais partie du GSIM) a en revanche prêté allégeance à l'État islamique en 2015, se présentant par la suite

comme l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), et s'implantant autour de Ménaka, dans le nord du Mali, et dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger.¹⁷

Du fait des fragilités structurelles persistantes et de l'incapacité à endiguer efficacement l'expansion du terrorisme, les tensions géographiques et interethniques se sont accrues et cristallisées à travers le pays. L'émergence de diverses milices d'autodéfense ethniques et de groupes armés non étatiques a entraîné une dynamique mortelle de violence interethnique visant principalement les civils.¹⁸ Outre les acteurs non étatiques, les forces de

16 Djallil Lounnas, «The Transmutation of Jihadi Organizations in the Sahel and the Regional Security Architecture» (La mutation des organisations djihadistes au Sahel et l'architecture sécuritaire régionale), Future Notes No° 10, avril 2018, disponible sur: https://www.iai.it/sites/default/files/menara_fn_10.pdf

17 International Crisis Group, «Court-circuiter l'État islamique dans la région de Tillabéri au Niger», Rapport Afrique No 289, 3 juin 2020, disponible sur: <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/289-sidelining-islamic-state-nigers-tillabery>

18 International Alert, «Si les victimes deviennent bourreaux: Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central», juin 2018, disponible sur: https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_FR_2018.pdf; International Crisis Group, «Mali central :La fabrique d'une insurrection?», Rapport Afrique No 238, 16 juillet 2016, disponible sur: <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making>

défense et de sécurité nationales ont également été accusées d'avoir perpétré des violences contre les populations, en particulier au Mali central, dont des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et des arrestations arbitraires.¹⁹

Dans plusieurs régions du pays, la présence des représentants de l'État et des forces de sécurité est faible, et leur autorité a été remplacée par des formes de gouvernance rebelles, voire terroristes.²⁰ Au fil du temps, le terrorisme et la lutte contre celui-ci sont progressivement devenus la préoccupation majeure, non seulement du gouvernement malien, mais également des nombreux acteurs dans tout le pays, y compris la multitude de missions internationales opérant sur le terrain.²¹

Compte tenu de la violence croissante, de l'augmentation des activités terroristes et des

conflits intercommunautaires, les principaux moteurs de l'engagement auprès de groupes terroristes et d'autres groupes armés, ainsi que les facteurs de résilience et/ou de vulnérabilité des populations locales à l'égard de l'extrémisme violent et des comportements résultant d'idéologies radicales ont commencé à faire l'objet de recherches.²² Ce regain d'attention s'est accompagné de la mise en œuvre de nombreux nouveaux programmes qui visent à contrer l'extrémisme violent et qui mettent souvent l'accent sur les jeunes²³, qui sont particulièrement exposés et vulnérables aux discours radicaux et à l'affiliation radicale. Alors qu'ils définissent leur identité, ils sont en effet vulnérables aux «sollicitations idéologiques et passionnées»²⁴, sont en quête d'«affiliation et de sens»²⁵ et peuvent être exposés à des facteurs incitatifs.²⁶

-
- 19 Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, «La situation au Mali», rapport du Secrétaire général, S/2020/476, 2020, disponible sur: https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/s_2020_476_f.pdf
- 20 Craven-Matthews, Catriona, et Pierre Englebert, «A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction» (Un État Potemkine dans le Sahel? Le concret et le fictionnel dans la reconstruction de l'État malien), *African Security* 11.1 (2018): 1-31. Raineri, Luca, et Francesco Strazzari, «Jihadism in Mali and the Sahel: Evolving dynamics and patterns» (Djihadisme au Mali et au Sahel: dynamiques et tendances en évolution), Paris: EU Institute for Security Studies (2017). Pellerin Mathieu (2019) «Les violences armées au Sahara: du djihadisme aux insurrections?», Études de l'Ifri, décembre, Paris:Ifri.
- 21 CentreFrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, «Stabiliser le Mali: les défis de la résolution des conflits», juin 2018, disponible sur: https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/06/2018_06_Stabiliser-le-Mali_FR.pdf; Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, «Entre déstabilisation et enracinement local: les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015», mars 2018, disponible sur: https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/03/2018_03_Rapport-Campana_CFP.pdf
- 22 Parmi ces études, il convient de mentionner: International Alert, 2016, «Ils nous traitent tous comme des djihadistes». Policy Brief. Londres: décembre 2016; Pellerin M., 2017. «Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel». Notes de l'IFRI. Paris: février 2017; International Alert, 2018. Si les victimes deviennent bourreaux: Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central. Londres: juin 2018; Fédération Internationale des Droits de l'Homme, 2018. Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme. Paris: novembre 2018; International Crisis Group, «Parler aux djihadistes au centre du Mali: le dialogue est-il possible?», Rapport Afrique No 276, mai 2019, disponible sur: <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>
- 23 Central Intelligence Agency, The World Factbook (Cahier d'informations sur les pays du Monde), disponible sur: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ml.html>
- 24 Saul Levine, «Youth in terroristic groups, gangs, and cults: The allure, the animus, and the alienation» (Les jeunes dans les groupes terroristes, les gangs et les sectes: l'attrait, l'animosité et l'aliénation), *Psychiatric Annals* 29.6 (1999), pp. 342-343
- 25 Jeff Victoroff, «The mind of the terrorist: A review and critique of psychological approaches» (L'esprit du terroriste : revue et critique des approches psychologiques), *Journal of Conflict resolution* 49.1 (2005), p. 24
- 26 UNDP, «Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique: moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs», 2017, disponible sur: <http://journey-to-extremism.undp.org/>

Portée et objectif de l'étude

Le présent rapport fait partie d'un plus vaste projet mené conjointement par l'UNICRI et l'ICCT, le projet «Mali (Dis-)Engagement and Re-Integration related to Terrorism (MERIT)» [(Dés)engagement et réinsertion liés au terrorisme au Mali]. Le projet cible à la fois l'environnement carcéral et la communauté au sens plus large pour faciliter une réinsertion efficace des délinquants extrémistes violents tout en réduisant le risque de radicalisation des populations en général, et des jeunes en particulier. Avec le présent rapport, l'UNICRI et l'ICCT visent à améliorer les connaissances et la sensibilisation sur la question de l'extrémisme violent au Mali au travers du regard et

de la parole des jeunes du pays. En donnant la parole à un échantillon représentatif, ce rapport propose de nouvelles perspectives sur les conséquences du terrorisme sur les jeunes. Ces derniers n'ont pas été sélectionnés en raison de leur participation à l'extrémisme violent ou aux conflits, mais leurs vies sont considérablement bouleversées par la présence terroriste dans leur pays. Dans l'analyse de l'image que se font les jeunes Maliens de leur vie, de leur rôle et de leur avenir dans le contexte de la menace terroriste, les questions directrices suivantes ont guidé le processus de collecte des données qualitatives:

Comment les jeunes définissent-ils les groupes terroristes et comment perçoivent-ils leur présence?

Comment rattachent-ils la présence des terroristes au contexte plus général d'insécurité dans lequel ils vivent?

Quelles sont les répercussions de la présence des terroristes sur leur vie et quelle est la relation entre ces répercussions et les autres éléments d'insécurité qui caractérisent le pays?

Comment les jeunes expliquent-ils le choix de certains de leurs pairs de prendre les armes et de rejoindre ces groupes?

Que pensent-ils pouvoir faire pour contrer la menace terroriste dans leur pays et au sein de leurs communautés?

Ces questions ont été abordées sous différents angles pour analyser les différents aspects des répercussions de l'extrémisme violent sur les jeunes. Le rapport repose sur les résultats d'une série d'entretiens qualitatifs en profondeur menés auprès de jeunes au Mali. Il se compose de trois grandes sections précédées d'un bref aperçu de la méthode : la première section analysera les façons dont les jeunes identifient et définissent les groupes terroristes dans le contexte du Mali,

et le point de vue qu'ils ont sur la présence de ces groupes; la deuxième section étudiera l'incidence des groupes terroristes sur la vie des jeunes en ce qui concerne la violence, la gouvernance, ainsi que l'incidence économique et les changements dans la vie quotidienne et les relations sociales; la troisième section conclura le rapport avec une évaluation de la vulnérabilité et de la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent.

Méthode

Le rapport s'appuie sur 24 entretiens qualitatifs semi-structurés menés dans les régions de Bamako, de Ménaka et de Mopti.

Régions étudiées

Les données ont été recueillies dans les trois villes de Bamako, de Ménaka et de Mopti, dans le but de permettre la comparaison entre des régions où les organisations terroristes ont été présentes pendant des périodes plus ou moins longues, et à des degrés d'intensité divers. En effet, l'épicentre du terrorisme et des autres formes de violence s'est progressivement déplacé depuis 2015, du nord, où se situe Ménaka, vers la région centrale de Mopti. Bien que Bamako ait été le théâtre de plusieurs attentats terroristes de grande ampleur, visant principalement les

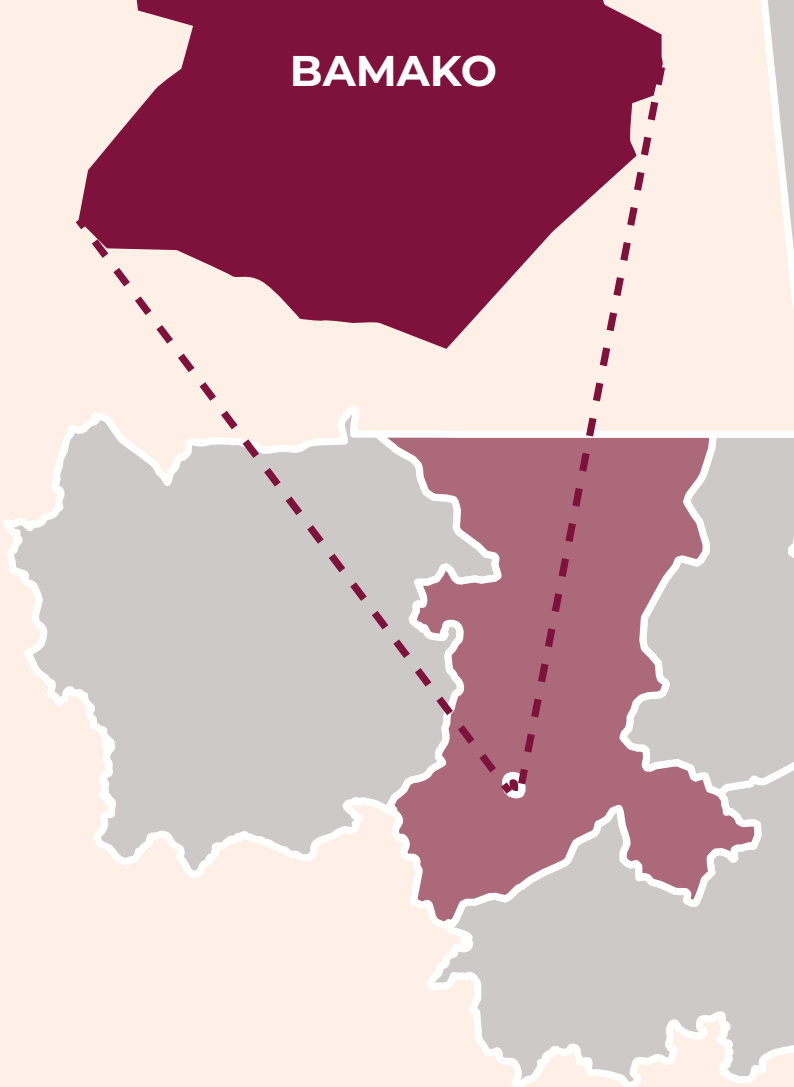
ressortissants internationaux, elle demeure en grande partie sûre et moins exposée à la violence terroriste que Ménaka et Mopti. De plus, et bien que le phénomène du terrorisme constitue le principal objet de l'étude, le rapport n'étudie pas uniquement la manière dont les activités terroristes bouleversent directement la vie des jeunes, il met également en évidence les aspects interdépendants qui sont influencés par la présence du terrorisme et se répercutent sur la situation sécuritaire générale.

Bamako

La situation est plutôt différente à Bamako, capitale du Mali et ville la plus peuplée du pays. Bamako, et le sud du Mali plus généralement, sont probablement les seules régions du pays où le gouvernement central ait constamment exercé son autorité, et où la prestation des services de base et la sécurité aient été maintenues tout au long de la crise.²⁷ Les organisations terroristes ne manifestent pas une présence physique notable à Bamako, et elles n'y constituent pas un autre centre de pouvoir, comme elles le font à Ménaka et Mopti. Dans le même temps, Bamako a été frappée par quatre attentats terroristes différents depuis 2015, et des initiatives visant à mettre en œuvre et à renforcer les programmes de sécurité et de lutte contre le terrorisme dans la ville ont régulièrement été prises, ce qui a eu une incidence sur la vie des habitants.²⁸

Mopti

Pour sa part, Mopti et ses environs ont plus récemment vu s'accroître les niveaux de violence, en particulier depuis 2016. Mopti est la plus grande ville du delta intérieur du Niger, et la deuxième ville du Mali central après Ségou. Principalement habitée par les communautés peules, dogon, songhai et bozo, Mopti est devenue l'épicentre de la crise du Mali lorsque la Katiba du Macina, sous le commandement d'Amadou Koufa, s'est installée dans la région. Dans une région où la double incidence du changement climatique et de la mauvaise gestion institutionnelle des terres a réuni les conditions idéales pour la formation d'un nouveau théâtre de conflit armé²⁹,



les activités terroristes se superposent aux tensions ethniques et aux griefs socio-économiques, et les exacerbent encore. Les principaux affrontements signalés ont opposé la Katiba du Macina aux milices d'autodéfense dogon, et les civils ont été les principales cibles et victimes de ce qui tend dangereusement à se muer en un conflit inter- (et intra-) ethnique et anti-étatique.³⁰ Depuis le début de l'année 2020, la crise a connu une nouvelle évolution avec le conflit ouvert impliquant les membres de la Katiba du Macina, qui est depuis 2017 sous l'autorité du GSIM, lui-même

27 Craven-Matthews, Catriona, et Pierre Englebert, «A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction» (Un État Potemkine dans le Sahel ? Le concret et le fictionnel dans la reconstruction de l'État malien), *African Security* 11.1 (2018):1-31.

28 Les quatre attentats terroristes à Bamako ont eu lieu en mars 2015 au restaurant La Terrasse (tuant cinq personnes et en blessant neuf autres), en novembre 2015 à l'hôtel Radisson Blu (tuant 22 personnes et en blessant neuf autres), en mars 2016 contre le siège de l'EUTM (un terroriste tué), et en juin 2017 contre Le Campement (tuant neuf personnes).

29 Benjaminsen, Tor A., et Boubacar Ba, «Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation» (Pourquoi les pasteurs rejoignent-ils les groupes djihadistes? Une explication politique et écologique), *The Journal of Peasant Studies* 46.1(2019):1-20.

30 Institut d'études de sécurité, «Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma», 10 décembre 2019, disponible sur: <https://issafrika.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/extremisme-violent-criminalite-organisee-et-conflits-locaux-dans-le-liptako-gourma>

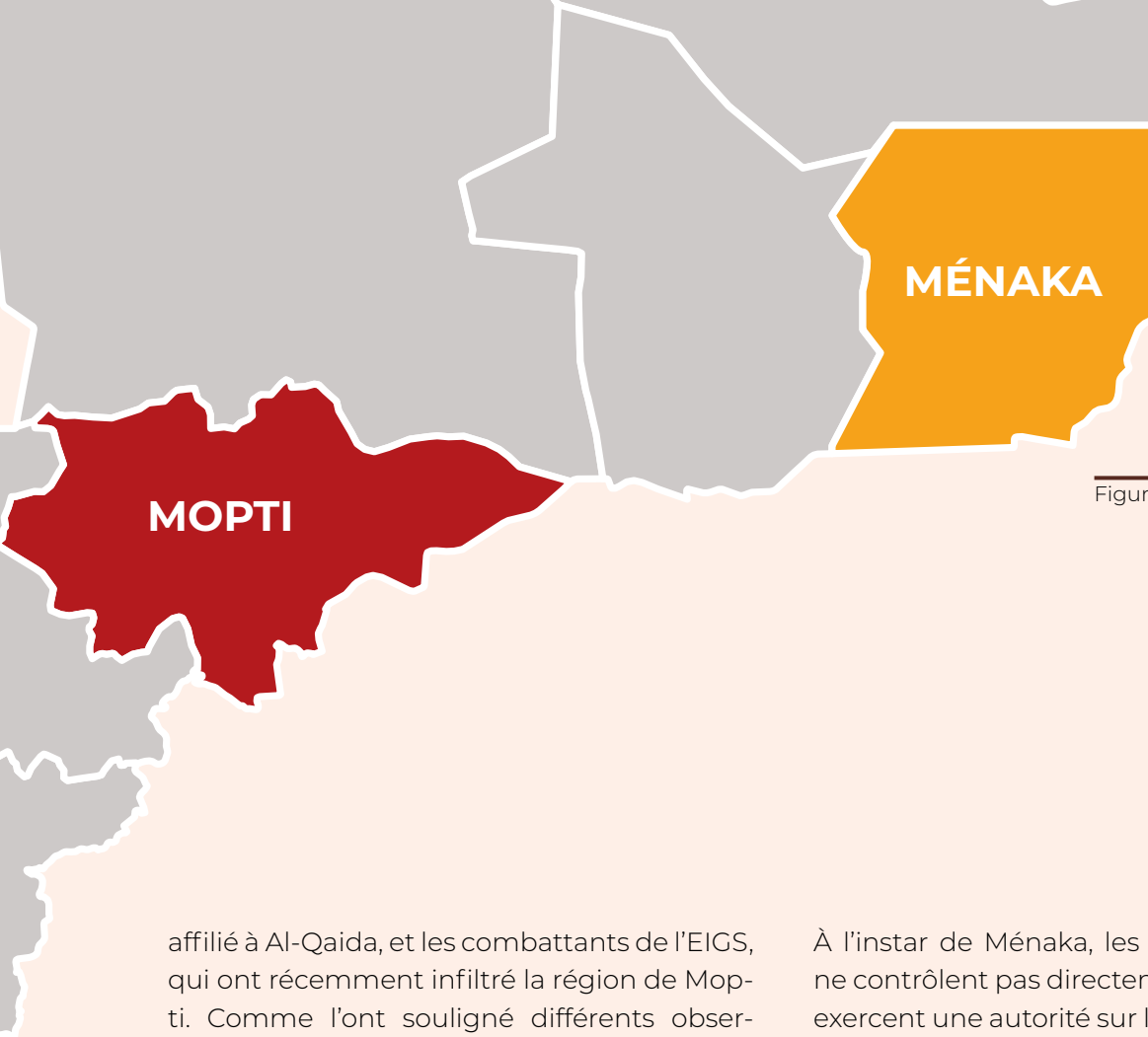


Figure 2 Régions étudiées

affilié à Al-Qaïda, et les combattants de l'EIGS, qui ont récemment infiltré la région de Mopti. Comme l'ont souligné différents observateurs, cet affrontement sonne la fin de l'«exception sahélienne» au sein de la rivalité mondiale entre Al-Qaïda et l'État islamique.³¹

Ménaka

Ménaka a été durement frappée par la crise depuis son commencement. Elle a été prise par le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawa) en janvier 2012 puis reprise en novembre de la même année par le MUJAO (Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest). Cette ville, principalement habitée par les communautés touarègues, songhaï et haoussa, se situe dans la région de Ménaka³² récemment créée dans le nord-est du Mali, le long de la frontière avec le Niger. Ménaka reste une des provinces les plus ex-

À l'instar de Ménaka, les groupes terroristes ne contrôlent pas directement la ville, mais ils exercent une autorité sur les zones rurales, où la mobilité de la population se retrouve grandement touchée.

posées à la présence et à la violence des organisations terroristes, mais aussi d'autres groupes armés nés de la fragmentation du front rebelle de 2012. Le 1er novembre 2019, l'attaque d'Indelimane (au cours de laquelle 53 soldats maliens ont perdu la vie et qui a été revendiquée par l'EIGS) s'est produite à seulement quelques kilomètres de Ménaka, confirmant la vulnérabilité permanente de cette région face aux acteurs extrémistes violents.³³

31 The Africa Report, Sahel – a new battlefield between IS and Al-Qaeda? (Le Sahel: un nouveau champ de bataille entre l'EI et Al-Qaïda ?), 4 juin 2020, disponible sur: <https://www.theafricareport.com/29184/sahel-a-new-battlefield-between-is-and-al-qaeda/>

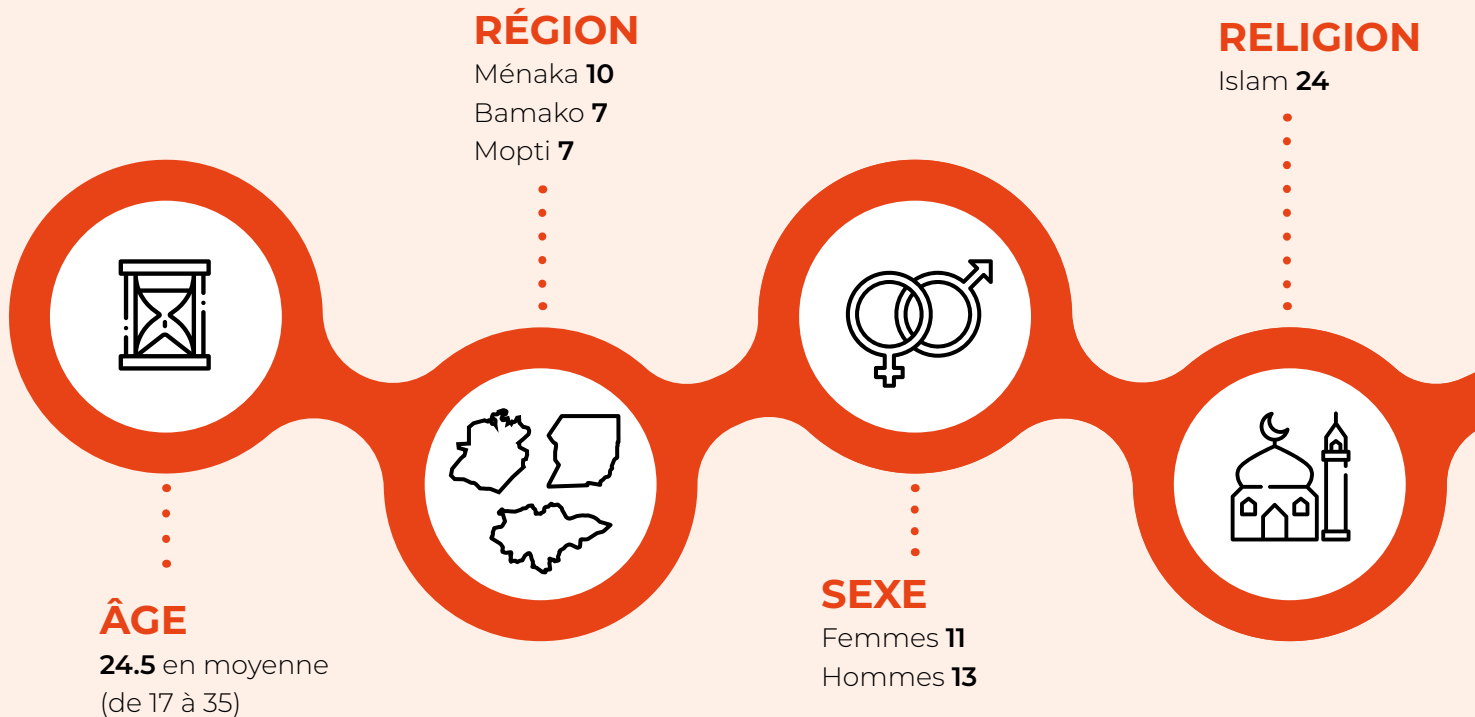
32 Aljazeera, Mali: «Dozens of troops killed in military outpost attack» (Mali: des dizaines de soldats tués au cours d'une attaque sur un avant-poste militaire), 3 novembre 2019, disponible sur: <https://www.aljazeera.com/news/2019/11/03/mali-dozens-of-troops-killed-in-military-outpost-attack/>

33 Ibid. <https://www.aljazeera.com/news/2019/11/mali-dozens-troops-killed-military-outpost-attack-191102052705177.html>

Participants

Compte tenu de la portée de l'étude, les participants aux entretiens ont été choisis conformément à une série de critères clés: les personnes interrogées étaient toutes de jeunes Maliens, jouant différents rôles au sein de

leurs communautés, aussi bien en tant que jeunes chefs qu'en tant que membres sans rôle prééminent particulier; tous les efforts possibles ont été fournis pour parvenir à une répartition égale des sexes; des représentants



PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES PARTICIPANTS

de différents groupes ethniques, avec divers niveaux d'éducation et professions, ont été inclus afin d'obtenir un échantillon représen-

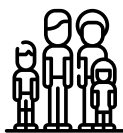
tatif de la démographie de chaque région de l'enquête et une vision globale de la situation sur le terrain.

SITUATION FAMILIALE

Célibataire **9**
Marié(e) **13**
Fiancé(e) **1**
Veuf/Veuve **1**
58% des personnes interrogées ont des enfants (trois en moyenne).

SITUATION PROFESSIONNELLE

De sans emploi à professeur, vendeur, commerçant, berger et fermier. Plusieurs participants sont employés dans une économie au jour le jour et informelle.



ETHNIE

Divers groupes ethniques:

Bambara **5**
Tamasheq **4**
Songhai **4**
Haoussa **2**
Peul **7**
Dogon **1**
Bozo **1**

ÉDUCATION (NIVEAU ET TYPE)

D'aucune éducation **2** à éducation de base **2** : École franco-arabe **1**; primaire **2**; secondaire **4**; université **1** et école coranique **8**.
Sur les personnes interrogées, quatre étaient encore inscrites à un programme d'éducation.



DÉFINIR LA JEUNESSE AU MALI

Sur le plan légal et culturel, on estime au Mali et dans les pays voisins que la «jeunesse» couvre une tranche d'âge entre 0 et 35 ans. Aux fins de la présente étude, nous avons sélectionné nos participants selon cette tranche d'âge (les participants étaient âgés de 17 à 35 ans).

Parallèlement, dans la société sahéenne, la distinction entre la jeunesse et l'âge adulte repose en premier lieu sur le statut professionnel, social et matrimonial de l'individu. Pour les hommes en particulier, le fait d'être reconnu en tant qu'adulte est principalement associé à leur capacité à trouver un emploi qui leur permet de gagner leur vie, de construire une maison et de se marier. Dans les contextes ruraux, notamment, devenir adulte signifie accéder au processus de prise de décision au sein de la communauté et/ou du village.

Les femmes, pour leur part, sont habituellement soumises à un statut de mineure par rapport aux hommes, et leurs conditions sociales évoluent essentiellement au travers du mariage et de la maternité. En outre, les structures traditionnelles internes de la plupart des communautés maliennes tendent à être assez strictes, donnant lieu à de fortes distinctions de classe et de caste (lesquelles se répercutent sur le statut social et la transition de la jeunesse à l'âge adulte).

Au cours des dernières années, l'augmentation du taux de chômage et la propagation de la violence ont ébranlé cette organisation sociale fixe, les «cadets sociaux» (pour qui le niveau de reconnaissance sociale est faible) tentant de tirer profit des conditions engendrées par le conflit persistant dans le but d'améliorer leur statut.

Processus de collecte des données

La collecte des données a débuté en mars 2020 et s'est terminée en mai 2020. La durée de ce processus résulte d'une combinaison de facteurs, dont les préoccupations sécuritaires liées aussi bien au conflit en cours dans le nord et le centre du Mali qu'aux événements connexes spécifiques, tels que les élections législatives qui se sont tenues le 29 mars et le 19 avril 2020. La conception du travail de recherche a été élaborée par l'ICCT et l'UNICRI, et le processus de collecte des données a été coordonné par un chercheur international auquel deux chercheurs locaux ont apporté leur soutien avec leur expertise sur le sujet, sur les régions couvertes et sur les langues et dialectes locaux afin de faciliter les entretiens. L'anonymat et la confidentialité ont été garantis à toutes les personnes interrogées, afin de les encourager à répondre avec sincérité.

Quatre thèmes principaux ont été abordés au cours des entretiens qualitatifs en profondeur: 1) la présence des groupes terroristes, la répartition géographique (dans le pays en général et à proximité des personnes interrogées), la variation dans le temps et l'intensité; 2) les répercussions (positives et négatives) de la présence du terrorisme sur la vie quotidienne des jeunes personnes interrogées, y compris le contact direct et le vécu avec les groupes terroristes, les changements pra-

tiques et psychologiques liés à leur routine personnelle et pour les jeunes Maliens en général, ainsi que les changements institutionnels, économiques et sociétaux; 3) le parcours criminel dû à la présence des groupes terroristes, y compris le soutien des jeunes Maliens au terrorisme et à ses variantes selon l'endroit où ils se trouvent ou leur sexe, et la participation des jeunes aux activités illégales; et 4) la résilience des jeunes face au terrorisme, en particulier leur rôle personnel et le rôle des jeunes en général dans la lutte contre les conséquences de la présence des groupes terroristes, et ce qui pourrait les aider à atteindre plus efficacement cet objectif. L'étude qualitative s'est appuyée sur un guide d'entretien articulé autour des quatre domaines thématiques et comprenant des questions à la fois simples et ouvertes, posées verbalement aux jeunes lors d'un entretien individuel en face à face. Les personnes chargées de mener les entretiens étaient libres d'approfondir les questions émergent au cours de l'étude lorsque cela était pertinent.³⁴ Bien que le guide d'entretien ait été élaboré en français, les chercheurs locaux ont également eu recours à d'autres langues et dialectes locaux pour transmettre le sens des questions et recueillir les réponses des participants.

³⁴ Charmaz K (2017), «The power of constructivist grounded theory for critical inquiry» (Le potentiel de la théorie constructiviste pour l'étude critique), *Qualitative Inquiry*, 23(1), p. 41.

CHAPITRE 2

DÉFINITION ET PRÉSENCE DES "TERRORISTES"

DES RÉCITS MULTIPLES ET COMPLEXES

© Photo ONU/Marco Dormino

TERRORISME, EXTRÉMISME VIOLENT ET DJIHADISME

Les auteurs utilisent les termes «terrorisme» et «extrémisme violent» de façon interchangeable, mais il convient de souligner que lorsqu'ils citent les participants aux entretiens ou aux questionnaires, ils ont conservé les termes «djihadistes» ou «djihadisme» employés par les sondés. Parmi les jeunes Maliens et, plus généralement, la société malienne, ces termes (voire le terme «terrorisme» lui-même) sont employés pour décrire des acteurs ou des actions qui ne répondent pas à la définition couramment

acceptée. Ainsi, il est fréquent pour les Maliens de définir les acteurs criminels non affiliés avec les groupes extrémistes violents comme étant des terroristes ou des djihadistes. Le présent rapport a conservé les termes choisis par les personnes interrogées, mais lorsqu'il ne fait pas référence aux réponses issues de la collecte de données, il emploie les termes «terrorisme» et «extrémisme violent», en vertu des principales caractéristiques de ces phénomènes déterminées par les Nations unies.³⁵

35 Charmaz K (2017), «The power of constructivist grounded theory for critical inquiry» (Le potentiel de la théorie constructiviste pour l'étude critique), *Qualitative Inquiry*, 23(1), p. 41.

Les terroristes comme auteurs de violence: le djihadisme et au-delà



L'insécurité est partout dans le pays.³⁶

Lorsqu'il s'agit d'identifier les acteurs terroristes, certaines divergences existent entre le discours extérieur décrivant le terrorisme et les perceptions de la jeunesse malienne. Ces points de divergence concernent: 1) l'idée fautive, longtemps relayée par les médias, selon laquelle les menaces terroristes et sécuritaires actuelles au Mali sont nées dans d'autres pays et ont évolué indépendamment du contexte plus large de la crise dans le pays; 2) le fait qu'il est toujours possible de faire la distinction entre les acteurs terroristes et les autres groupes armés non étatiques ou acteurs criminels et 3) l'idée selon laquelle cette distinction est utile et significative pour les populations locales.

D'un point de vue conceptuel, les participants aux entretiens partagent certaines idées quant à l'identité des acteurs «djihadistes»: toutes les personnes interrogées mettent en évidence le lien entre l'évolution de la crise au Mali et les définitions de ce qu'ils nomment «terroristes» et/ou «djihadistes». Ils soulignent également les motivations religieuses présumées des actions djihadistes et insinuent que l'objectif de ces acteurs est d'imposer, par la violence, la charia sur les territoires conquis. Néanmoins, les réponses laissent entrevoir différentes manières de comprendre les circonstances, ce qui est compréhensible au vu de la situation complexe du pays. Les diffé-

rentes interprétations des événements ou des contextes sont souvent associées aux diverses origines géographiques et appartenances ethniques: les personnes interrogées originaires de Ménaka, étant les plus exposées à la présence des terroristes djihadistes depuis le plus longtemps, semblent être celles qui comprennent le mieux les divisions entre les différents groupes et qui sont capables de faire la distinction entre les acteurs djihadistes et les autres formations armées dans leur région. De plus, selon un participant originaire de Mopti, le terme reflète son utilisation par des groupes extrémistes: «nous les appelons "djihadistes" parce que c'est ainsi qu'ils se qualifient eux-mêmes, et nous n'avons pas besoin de leur trouver un nom».³⁷ Il ressort des entretiens que la définition d'un «terroriste» semble plus large pour les personnes interrogées que celle de djihadistes. Elle comprend souvent tous les acteurs armés accusés d'avoir commis des abus ou des massacres à l'encontre de la population, ou d'une communauté spécifique, y compris les milices d'autodéfense et (dans certains cas) les forces de sécurité maliennes.

Les personnes interrogées ont tendance à considérer 2012 comme le tournant qui a conduit à des changements considérables dans les conditions sécuritaires de leur pays.

³⁶ Participant à l'entretien, Bamako.

³⁷ Participant à l'entretien, Mopti.

“ Les conditions sécuritaires ont changé au Mali depuis 2012, à la suite du coup d’État contre le Président Amadou Toumani Touré. Après ce coup d’État, les djihadistes et les terroristes sont arrivés dans le nord du Mali, et plus particulièrement à Gao, Kidal et Tombouctou. Avec l’arrivée de ces terroristes djihadistes, les conditions sécuritaires ont commencé à changer au Mali.³⁸ ”

Dès lors, ils attribuent dans une large mesure la situation actuelle dans le pays au terrorisme. Leurs réponses révèlent qu’ils saisissent l’évolution des dynamiques du problème du terrorisme dans le pays au fil du temps: au début de la crise, la plupart des analyses internationales consacrées au conflit malien décrivaient les organisations terroristes comme la principale cause et source de la violence et de l’instabilité au Mali, insinuant qu’elles représentaient une menace exogène qui avait frappé un pays en paix.³⁹ Alors que les groupes

terroristes sont strictement identifiés comme des insurgés, principalement motivés par des objectifs idéologiques et religieux, et qu’ils sont encore aujourd’hui dépeints comme le défi sécuritaire le plus urgent pour le Mali⁴⁰, cette vision du conflit malien a plus récemment évolué. De plus en plus, on observe que de nombreux groupes armés sont désormais sous le commandement de Maliens qui dépendent du soutien des circonscriptions locales.

“ La situation sécuritaire a beaucoup évolué au cours des dernières années, avec de nouveaux acteurs et de nouveaux modes opératoires.⁴¹ ”

“ Au cours des dernières années, la situation sécuritaire a radicalement changé, tout le monde a peur [...]. Il y a des gens qui portent des armes partout. Il y a trois types d’individus armés, d’une part les chasseurs dozos, les djihadistes, et d’autre part, l’armée malienne. De ces trois groupes, on ne sait pas lequel est le plus dangereux pour nous. Ils nous tuent tous.⁴² ”

38 Participant à l’entretien, Bamako.

39 Laurent, Samuel, Sahelistan, Le Seuil, 2013; De Castelli, Laurent. «Mali: from sanctuary to Islamic state» (Mali: d’un sanctuaire à l’État islamique), The RUSI Journal 159.3 (2014): 62-68.

40 Raineri, Luca, et Edoardo Baldaro, «Resilience to What? EU Capacity-Building Missions in the Sahel» (La résilience face à quoi? Les missions de renforcement des capacités de l’UE au Sahel), Projecting Resilience Across the Mediterranean, Palgrave Macmillan, Cham, 2020, 169-187.

41 Participant à l’entretien, Ménaka.

42 Participant à l’entretien, Mopti.

Certains des participants, en particulier ceux originaires de Bamako, décrivent le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) comme un des groupes «terroristes» actifs dans le pays: «Il y a beaucoup de groupes. Il y a AQMI, il y a le MNLA, il y a le MUJAO».43 Le fait qu'ils considèrent le MNLA, une des parties prenantes au processus de paix en 2015, comme un groupe terroriste témoigne de la persistance des divisions profondément ancrées dans la société malienne. Pour les personnes vivant à Bamako, où la présence de l'État est mieux établie, le senti-

ment d'appartenance à une identité malienne est plus fort44, les souvenirs des atrocités commises par le MNLA contre les soldats maliens restent vivaces, et les groupes «terroristes» comprennent non seulement les groupes extrémistes violents, mais également les mouvements sécessionnistes, qui figurent, pour beaucoup d'entre eux, parmi les signataires de l'Accord pour la Paix d'Alger.45 La cause du nord demeure mal comprise à Bamako, et encore aujourd'hui, le processus de paix ne bénéficie pas d'un plein soutien, en particulier dans le sud.



*Ils disent qu'il y a beaucoup de groupes djihadistes différents. Je n'arrive pas à faire la différence entre eux. Ce sont tous des djihadistes à mes yeux.*46



*Vous savez, il y a tellement de groupes au Mali, certains ne sont même pas djihadistes, ce sont de simple bandits.*47

Les dynamiques de fragmentation et de compétition qui ont structuré les organisations terroristes dans le pays semblent avoir également influencé les réponses des personnes interrogées en ce qui concerne la distinction des différents sous-groupes. Les personnes interrogées reconnaissent, plus ou

moins explicitement, que les «djihadistes» sont les acteurs qui ont recours à la violence pour mettre en œuvre un programme politique extrémiste inspiré d'une vision radicale de l'Islam, mais ils ne font pas nécessairement la distinction entre les différents chefs et groupes.



*Les groupes terroristes présents dans le pays sont le MUJAO, Al-Qaida, Ansar Eddine, la Katiba du Macina et AQMI. Mais franchement je ne sais pas quel groupe est arrivé avant les autres.*48

43 Participant à l'entretien, Bamako.

44 Les résultats de diverses enquêtes menées par l'Afrobarometer au cours des dernières années confirment que l'auto-identification à la communauté nationale est plus forte et tend à devancer les autres identités rivales (ethniques, religieuses ou autres) à Bamako et dans les régions au sud du pays. Au contraire, dans d'autres régions du pays, et dans le nord en particulier, l'identité malienne paraît plus diluée et devancée par d'autres affiliations. Pour plus d'informations sur ce sujet, consulter: <https://www.afrobarometer.org/>

45 Human Rights Watch, Mali: les rebelles du nord perpètrent des crimes de guerre, 30 avril 2012, disponible sur: <https://www.hrw.org/fr/news/2012/04/30/mali-les-rebelles-du-nord-perpetrent-des-crimes-de-guerre>

46 Participant à l'entretien, Bamako.

47 Participant à l'entretien, Bamako.

48 Participant à l'entretien, Bamako.

Par conséquent, alors que les personnes interrogées originaires de Mopti considèrent les «hommes de Koufa»⁴⁹ comme les principaux représentants des acteurs terroristes, les autres mentionnent encore le MUJAO (un groupe qui a fusionné avec une autre organisation locale pour former Al-Mourabitoun en 2013, puis a fusionné plus tard pour faire partie du GSIM en 2017). Les sondés originaires de

Ménaka font une distinction plus nette entre Al-Qaida et l'État islamique, révélant également une certaine compréhension de la compétition organisationnelle interne. Toutefois, hormis les chefs les plus notoires tels que Iyad ag Ghali et Amadou Koufa, aucun des participants n'a précisé le nom de chefs terroristes, et l'un d'eux a même refusé de nommer des groupes, probablement par peur et mépris.⁵⁰

■ *Cette crise donne lieu à de nouveaux cycles de violence et prend de nouvelles formes. Souvent, les évolutions prennent des formes que personne ne connaît. Il n'y a pas qu'un seul type d'évolution, il y en a plusieurs.*⁵¹

Enfin, les dynamiques plus récentes de la crise sont déterminantes pour expliquer pourquoi les jeunes adoptent une définition du terrorisme extensive et, dans un certain sens, problématique. Dans un contexte caractérisé par de hauts niveaux de violence et l'absence d'une autorité centrale capable d'exercer un monopole sur le recours aux forces armées, les terroristes ne sont qu'une partie d'un ensemble plus large et alarmant. De la même manière, les différents points de vue sur les

forces de sécurité ne peuvent être compris que s'ils sont examinés dans ce contexte. Si les participants originaires de Bamako expriment principalement de la confiance et du soutien envers l'armée malienne, les personnes originaires de Mopti, en particulier celles appartenant aux communautés peules, ont des opinions plus nuancées. Certaines incluent même les FAMA (Forces Armées Maliennes) dans leur liste personnelle des terroristes.⁵²

■ *D'une certaine manière, la faute revient à l'armée qui [...] a commis des abus dans le village. C'est ce qui a créé ce problème. Dans mon village aujourd'hui, de nombreux jeunes garçons et filles rejoignent ces groupes djihadistes. Ces garçons qui auraient pu devenir de grands cadres sont aujourd'hui dans la brousse.*⁵³

49 Participant à l'entretien, Mopti.

50 Participant à l'entretien, Bamako.

51 Participant à l'entretien, Mopti.

52 Participants à l'entretien, Mopti.

53 Participant à l'entretien, Mopti..

Une présence répandue mais différenciée: la menace terroriste multiple

En ce qui concerne la présence terroriste et ses répercussions sur la vie des jeunes Maliens, les différents vécus des personnes interrogées découlent de leurs différents degrés d'exposition aux violences de longue date dans les trois régions. Le vécu des jeunes habitants de Bamako semble différer de celui de leurs pairs à Ménaka et Mopti, ce qui peut conduire à des divisions, même internes: «Les jeunes souffrent vraiment à Mopti, mais à Ba-

mako, certains jeunes ne croient pas que ce soit vrai, car pour eux, tant qu'ils ne sont pas directement touchés, tout va bien».⁵⁴ Cependant, même pour certains habitants de Bamako, la vie quotidienne se caractérise par une constante menace de violence, d'instabilité et de terreur engendrée par le conflit, comme en témoignent deux personnes interrogées originaires de Bamako:

“ *Le niveau d'insécurité est élevé à Bamako. [...] Il y a de l'insécurité partout au Mali ces dernières années, mais la situation à Bamako est plus préoccupante car la ville devrait être sûre, mais ce n'est pas le cas. Le niveau de sécurité à Bamako est encore plus faible que dans d'autres zones du Mali. À Bamako, les vols sont commis en plein jour. On n'a jamais vécu ça auparavant.*⁵⁵

“ *Même à notre niveau ici à Bamako, on a très peur. Par-dessus tout, on craint la propagation de l'insécurité dans le sud.*⁵⁶

Malgré cela, la présence des groupes terroristes demeure plus visible et perceptible pour les jeunes vivant dans les régions du centre et du nord du pays. Cela confirme l'impression que la région de Ménaka est presque entièrement sous le «contrôle» de divers groupes terroristes. Alors qu'on lui demandait où les groupes terroristes étaient établis, un

de nos interlocuteurs a affirmé: «les groupes terroristes se sont installés au sud-est et au nord de Ménaka [...] et ils opèrent le long de la frontière avec le Niger».⁵⁷ Un autre participant aux entretiens a même approfondi cette explication, en certifiant que l'«EIGS est partout le long de la frontière avec le Niger, et entre Ansongo [90 km au sud de Gao] et

54 Participant à l'entretien, Mopti.

55 Participant à l'entretien, Bamako.

56 Participant à l'entretien, Bamako.

57 Participant à l'entretien, Ménaka.

Ménaka. Le GSIM se trouve au nord, entre Ménaka et Kidal». ⁵⁸ Les deux principaux groupes identifiés par les personnes interrogées sont le GSIM de Iyad ag Ghali, et l'EIGS de Abou Walid al-Sahraoui. Alors que le GSIM jouit effectivement d'une bonne position dans la région autour de Kidal, où il peut compter sur le soutien que certaines des populations locales

apportent au chef touareg ag Ghali, l'EIGS semble moins «territorialisé», puisque sa stratégie qui consiste à former des alliances avec différentes communautés transfrontières permet au groupe de se déplacer et de recruter librement entre Ménaka et la région de Tillabéri au Niger.

“ *La situation sécuritaire a radicalement changé au cours des dernières années. C'est pour ça que je dis que la situation est plutôt dangereuse comparée aux années précédentes, en particulier dans le nord et le centre du Mali: Tombouctou, Gao, Kidal, Mopti et Ségou.* ⁵⁹

Actuellement, la situation dans le centre du Mali est semblable à celle de Ménaka, bien que le principal groupe qui opère dans cette région soit la Katiba du Macina du GSIM. On peut retrouver ce groupe à travers toute la région du Macina ⁶⁰ qui s'étend à travers le Mali central, de la frontière avec la Mauritanie jusqu'au Burkina Faso et correspond au territoire que couvrait l'empire historique du Macina, fondé au XIXe siècle entre Mopti, Ségou et Djenné. Selon la description d'une personne interrogée, les membres du GSIM sont désignés par le terme peul «bahé» («ceux qui ont une longue barbe») ou «yimbelade». ⁶¹ Ce dernier terme, qui signifie «ceux qui vivent dans la brousse», semble confirmer que les combattants terroristes n'occupent pas directement les principales villes mais se servent des zones rurales comme de bases arrière pour organiser et planifier leurs opérations. D'après les sondés, hormis les attentats eux-mêmes, les insurgés

terroristes ont tendance, pendant la journée, à s'organiser en petits groupes de trois à quatre personnes et à se déplacer de village en village afin de manifester leur présence aux habitants. ⁶²

La situation à Mopti s'est récemment envenimée en raison de la dynamique entre les groupes affiliés à Al-Qaida et ceux affiliés à l'État islamique. Depuis le début de l'année 2020, des membres de l'EIGS se sont ouvertement opposés à la Katiba du Macina et ont tenté de la remplacer en tant qu'organisation principale dans le Mali central, amorçant ainsi un épisode de violente compétition qui s'est étendu au nord du Mali et implique désormais les autres groupes affiliés à Al-Qaida. ⁶³ Dans le chaos croissant et la montée de la violence qu'engendre ce nouveau front dans le conflit, les communautés locales tentent encore de différencier les divers groupes.

58 Participant à l'entretien, Ménaka.

59 Participant à l'entretien, Mopti.

60 Participant à l'entretien, Mopti.

61 Participant à l'entretien, Mopti.

62 Participants à l'entretien, Mopti.

63 Center for Global Policy, «ISIS in Africa: The End of the “Sahel Exception”» (Daech en Afrique: la fin de l'«exception sahélienne»), 2 juin 2020, disponible sur: <https://cgpolicy.org/articles/isis-in-africa-the-end-of-the-sahel-exception/>

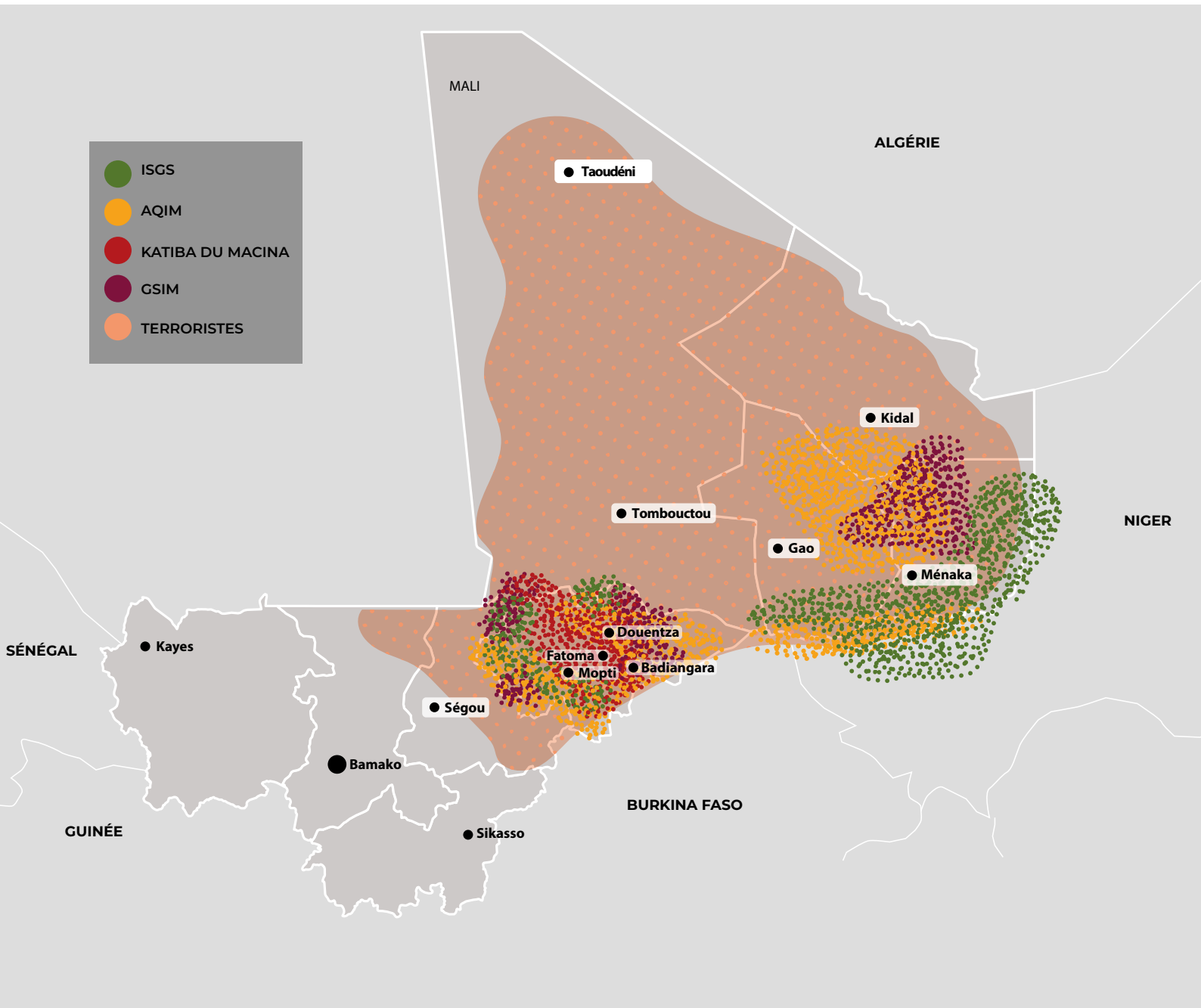


Figure 3 Visual illustration of terrorist organisations based on interviewees' perceptions



On ne sait pas grand-chose sur ceux qui combattent pour Dawla [État islamique en arabe] [...]; les deux côtés s'accusent mutuellement d'être des apostats. Pour les différencier, on dit que les hommes de Dawla portent des chèches rouges et les combattants d'Al-Qaida un turban blanc.⁶⁴

Il est intéressant de noter que, en dépit de la distance géographique, les jeunes de Bamako se sont révélés également bien informés quant aux positions des différents groupes à travers le pays (en partie grâce aux médias traditionnels et aux débats qu'ils peuvent suivre⁶⁵, mais également grâce aux réseaux sociaux, dont WhatsApp et Facebook, qui sont des outils pratiques utilisés à la fois par des groupes terroristes, des politiciens locaux et des membres de la société civile pour atteindre et influencer l'opinion publique au Mali).⁶⁶ Comme l'a indiqué un participant originaire de Mopti quia vécu à Bamako, «ils

[les groupes terroristes] ne cachent pas ce qu'ils font, ils sont présents et actifs sur les réseaux sociaux. Tout le monde les entend et les écoute. C'est grâce à ça qu'on sait qu'ils sont présents».⁶⁷

En ce qui concerne les origines des groupes terroristes, plusieurs personnes interrogées se sont souvenues que, même avant 2012, certains des individus qui ont plus tard rejoint les groupes insurgés djihadistes prêchaient déjà dans leurs villages et dans les principales mosquées:



Avant, ils [les terroristes] se présentaient déjà sous différentes formes. De temps en temps, ils venaient uniquement pour prêcher [...], ils donnaient de l'argent à la population.⁶⁸

La question de savoir si ces prédicateurs et groupes extrémistes provenaient tous de communautés locales, ou si cette infiltration initiale était conduite par des acteurs étrangers reste sujette à débats.⁶⁹ Néanmoins, des

témoignages de Ménaka confirment qu'à partir de 2012, les stratégies employées pour gagner le soutien de la population ont été remplacées par des initiatives visant à obtenir le contrôle militaire du territoire.

64 Participant à l'entretien, Mopti.

65 Principalement à la radio ou dans les journaux, du moins à Bamako.

66 Elise Vermeersch, Julie Coleman, Meryl Demuyneck et Elena Dal Santo, «The Role of Social Media in Mali and its relation to violent extremism: a Youth Perspective» (Le rôle des médias sociaux au Mali et sa relation avec l'extrémisme violent à travers le regard des jeunes), 18 mars 2020, disponible sur: <http://www.unicri.it/index.php/news/role-social-media-mali-and-its-relation-violent-extremism-youth-perspective>

67 Participant à l'entretien, Mopti.

68 International Alert, Dogmatisme ou pragmatisme? Extrémisme violent et genre au Sahel central, juillet 2020, disponible sur: https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel-Violent-Extremism-Gender-FR-2020_0.pdf

69 Baldaro, Edoardo, «A dangerous method: how Mali lost control of the north, and learned to stop worrying» (Une méthode périlleuse: comment le Mali a perdu le contrôle du nord et a appris à ne plus s'en faire), Small Wars & Insurgencies 29.3(2018):579-603.

“

C'est après la crise de 2012 que la forme militaire du terrorisme a commencé à être plus visible. Au début, ils [les combattants terroristes] étaient contenus par les groupes rebelles qui poursuivaient un objectif séparatiste, tandis que les groupes terroristes voulaient imposer un État islamique.

La cohabitation était compliquée.

À la suite de l'intervention française, les groupes terroristes, avec l'aide d'autres groupes armés, se sont repliés dans les forêts de la zone des trois frontières [la zone entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger], ce qui leur a permis de se réorganiser. Après s'être réorganisés, ces groupes ont décidé de passer à l'offensive, en attaquant des postes militaires et des villages.⁷⁰

Les personnes interrogées à Mopti soulignent le fait que le premier groupe à avoir infiltré la région était le MUJAO en 2013, et que, à partir de 2015, des personnes se présentant comme des «hommes sages» prêchaient dans les principales mosquées de la région sous le commandement d'Iyad ag Ghali, alors chef d'Ansar Eddine.⁷¹ Les tactiques adoptées dans le Macina entre 2013 et 2015 reproduisaient

ce qui avait été mis en œuvre dans le nord du Mali quelques années auparavant.⁷² Les contacts établis avec les populations locales, le recensement des éventuelles circonscriptions locales et une meilleure connaissance du territoire ont en réalité ouvert la voie à l'offensive suivante, lancée par la Katiba du Macina à partir de 2016, avec le soutien déterminant des hommes d'Iyad ag Ghali.

70 Participant à l'entretien, Ménaka.

71 Participant à l'entretien, Mopti.

72 Voir par exemple: Sandor, A., et Campana, A., «Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales», *Revue canadienne des études africaines*, 2019, 53(3): p. 415-430; Jourde, C., Brossier, M., et Cissé, M. G., «Prédation et violence au Mali: élites statutaires peules et logiques de domination dans la région de Mopti», *Revue canadienne des études africaines*, 2019, 53(3):p. 431-445.

CHAPITRE 3

L'INCIDENCE DES GROUPES TERRORISTES

VIVRE SOUS LA MENACE

© Photo ONU/Marco Dormino

Les jeunes Maliens sont confrontés à un environnement complexe, en évolution constante et dangereux, qui façonne leurs perceptions et influence leur manière de définir les menaces et les défis. Comme il a déjà été souligné, dans un contexte de politiques armées et de troubles civils, les groupes terroristes ne constituent qu'une partie d'un ensemble plus large de violence, d'instabilité et d'incertitude. La crise malienne n'est pas qu'une guerre contre le terrorisme; les luttes pour le pouvoir et l'autorité impliquent divers acteurs qui poursuivent des objectifs et des intérêts complémentaires, concurrents ou contradic-

toires. Les attaques et les abus visant la population sont commis par des milices ethniques, des groupes d'autodéfense, des organisations criminelles et même les forces de sécurité de l'État.⁷³ En 2019, environ 4 000 personnes ont perdu la vie au Mali, au Niger et au Burkina Faso à la suite d'attaques armées.⁷⁴ Dans le même ordre d'idées, l'affaiblissement de la capacité des autorités centrales à assurer la prestation des services publics essentiels et la sécurité dans de vastes régions du pays a ouvert de nouvelles perspectives aux entreprises criminelles et prédatrices⁷⁵ et force les communautés locales à changer leurs straté-

73 France24, «At least two dozen killed in central Mali» (Au moins une vingtaine de morts au Mali central), 6 juin 2020, disponible sur: <https://www.france24.com/en/20200606-militant-attack-kills-more-than-two-dozen-in-central-mali>

74 Le Monde, «La coalition anti-État islamique "préoccupée" par la situation au Sahel», 5 juin 2020, disponible sur: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/05/la-coalition-anti-etat-islamique-preoccupee-par-la-situation-au-sahel_6041848_3212.html

75 The Tony Blair Foundation, Global Extremism Monitor (Observatoire mondial de l'extrémisme), 2019, disponible sur: <https://institute.global/sites/default/files/articles/Global-Extremism-Monitor-Islamist-Violence-after-ISIS.pdf>

gies et pratiques économiques. Cela a pour conséquence directe la propagation de l'illégalité et du trafic, qui constituent une alternative de subsistance «précieuse» pour une partie de plus en plus large de la population.⁷⁶ En outre, ces éléments contribuent à susciter et à aggraver une méfiance sociale à des niveaux divers, ce qui éveille les tensions interethniques et affaiblit la confiance entre les individus.

En dépit d'une importante superposition des facteurs, les personnes interrogées étaient encore en mesure d'attribuer des conséquences spécifiques aux différents acteurs, et de faire une distinction entre eux et les répercussions qu'ils ont sur leurs vies. Au tra-

vers de leurs réponses, il est possible d'étudier l'incidence qu'un groupe spécifique d'acteurs armés, en l'occurrence ces groupes terroristes qui prétendent poursuivre un programme islamiste, a sur la vie des jeunes sondés. À des fins d'analyse, quatre principales catégories ont été définies dans lesquelles, selon les personnes interrogées, la présence des terroristes et ses répercussions peuvent être perçues et révélées. Ces catégories sont: 1) la violence armée et la menace physique; 2) le contrôle territorial et la gouvernance locale (plus manifestes dans les cas de Ménaka et de Mopti); 3) l'économie et les moyens de subsistance; et 4) les aspects sociaux et psychologiques.

Violence et menaces physiques

La violence terroriste a une double raison d'être au Mali: elle est utilisée contre les rivaux des groupes, mais elle constitue en même temps un instrument de gouvernance sur la population.

Les attentats visant les forces de sécurité nationales, les intervenants internationaux tels que les troupes de l'ONU ou les troupes françaises, ou visant d'autres groupes armés et milices, ont pris des formes variées. Celles-ci vont des attentats-suicides et de l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI) sur les routes principales aux attentats réalisés avec des armes légères et de petit calibre.⁷⁷ Les rapports indiquent également que les groupes terroristes ont de plus en plus recours à la

technologie, y compris les drones disponibles dans le commerce, pour perpétrer des attentats rapides et bien ciblés.⁷⁸ Parallèlement, ces groupes emploient la violence pour propager la terreur et exercer le contrôle sur la population locale, afin de réprimer les éventuels adversaires et de s'imposer comme l'acteur dominant dans leur zone d'opération. Les représentants de l'État et les forces de sécurité restent les principales cibles de la violence terroriste, mais les autorités locales, les chefs traditionnels et tous ceux soupçonnés de coopérer avec l'État ou toute autre force internationale peuvent devenir des cibles, au même titre que des civils innocents. La violence a une «raison d'être politique»: les actions armées sont initialement menées pour

76 The Global Initiative, «Fragile Borders: rethinking borders and insecurity in Northern Mali» (Frontières fragiles: repenser les frontières et l'insécurité au nord du Mali), novembre 2016, disponible sur: <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2016/11/tgiatoc-northern-mali-and-its-borders-report-1793-proof31.pdf>

77 Les armes légères et de petit calibre (telles que les armes de poing et les fusils d'assaut Kalachnikov) ont facilement circulé en Afrique de l'Ouest depuis les guerres civiles au Liberia et en Sierra Leone dans les années 90, et la disponibilité des armes s'est accrue après la chute du régime de Kadhafi.

78 Participant à l'entretien, Ménaka.

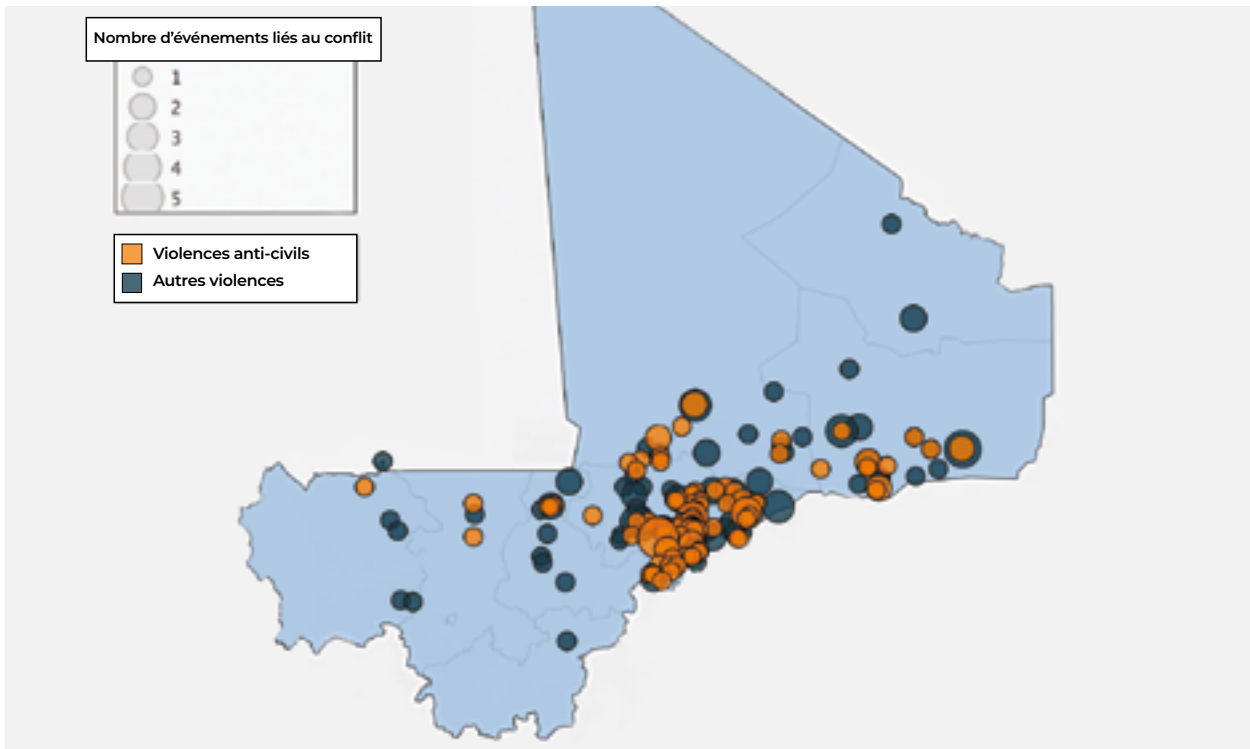


Figure 4 Tendances des récents incidents violents au Mali [carte élaborée à partir des données de l'ACLED et reposant sur des images de Carboni, Andrea (16 avril 2020)]. «Navigating through a violent insurgency in Mali – CDT Spotlight». (Naviguer à travers une violente insurrection au Mali – Suivi des troubles liés au Covid). Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). ©2020 ACLED Tous droits réservés. Utilisé avec la permission de l'ACLED

éliminer les ennemis et affaiblir la résistance populaire. Une fois cet objectif atteint, la violence et la terreur se transforment en instruments de gouvernance.

Bien que des civils, des autorités locales et des chefs traditionnels aient été de plus en plus visés par des attentats terroristes, les participants aux entretiens, ceux originaires de Bamako en particulier, ont insisté sur le fait que les principales cibles restent les forces armées et les militaires, malgré le fait qu'il n'y ait pas eu d'attentat contre les forces militaires dans la capitale. Leurs réponses peuvent être dues au fait qu'ils n'ont pas été personnellement témoins d'attentats terroristes, et que leur vision du problème est plutôt forgée par les médias (qui se sont énormément concentrés sur les attentats visant les forces armées) ou au fait

qu'ils ont été en mesure d'observer les conséquences des diverses défaites et attentats subis par l'armée sur les soldats et sur les institutions de l'État depuis 2012. Dans cette optique, le terrorisme a accéléré un processus de désintégration qui était déjà en cours au sein des institutions étatiques.⁷⁹

Les groupes terroristes ont également eu une incidence profonde sur les territoires qu'ils occupent. En décrivant l'occupation du village de Dialloubé dans la région de Mopti, une personne interrogée a souligné que la première personne à avoir été visée, au début de l'année 2016, était le Commissaire à la gestion des terres et des eaux publiques, qui a été assassiné dans un attentat commis par la Katiba du Macina. Après ce premier assassinat, les hommes de la Katiba du Macina sont

79 Participant à l'entretien, Bamako.

entrés dans le village, où ils ont commencé à prêcher dans la mosquée et à menacer tous ceux qui s'opposaient à leur arrivée. Pendant cette même période, ils ont également recruté des combattants et des informateurs parmi les habitants. Comme la première occupation de Dialloubé a eu lieu au cours des vacances scolaires, les informateurs étaient chargés de surveiller les jeunes étudiants qui revenaient chez eux de Mopti, où ils étudiaient. Pendant les mois qui ont suivi, une partie de la population a fui le village, que l'armée est parvenue à reconquérir. Néanmoins, la présence des forces de sécurité (qui ont infligé des peines diverses, y compris les procès sommaires des personnes soupçonnées d'avoir soutenu la Katiba du Macina) n'a pas duré longtemps. Les hommes de Koufa ont assiégé le village, bloquant tous les mouvements des personnes et des biens. La situation a été résolue deux mois plus tard, quand des chefs locaux ont décidé de négocier avec les combattants de la Katiba du Macina et ont «rendu» Dialloubé. La Katiba du Macina a alors exercé sa vengeance sur ceux qui avaient précédemment fui le village, en enlevant et tuant plusieurs personnes.⁸⁰

D'autres personnes interrogées, originaires de Mopti et de Ménaka, ont également apporté des témoignages sur les sièges de différents villages et la destruction de tous les symboles de l'autorité civile et de l'État malien (dont les mairies, les centres de santé et les écoles). Le degré de violence utilisé à l'encontre des habitants dépendait de leur «niveau d'obéissance». Les chefs communautaires et/ou les chefs traditionnels qui refusaient d'accepter l'autorité djihadiste étaient victimes de meurtres ciblés. Une jeune fille originaire d'une zone rurale au

nord de Ménaka a raconté l'histoire du chef de son village, qui a été enlevé après avoir refusé de coopérer avec les terroristes, et n'est jamais revenu.⁸¹ Ceci est un des nombreux exemples d'enlèvements et d'attentats commis contre les chefs locaux ou les citoyens qui se sont fait entendre et ont tenté d'organiser une forme d'«opposition».

La violence demeure omniprésente dans la vie des jeunes Maliens. Les affrontements intraterroristes, les tensions ethniques et les conflits entre groupes terroristes et milices armées modèlent le paysage sécuritaire dans le nord et le centre du Mali tout en ayant également des répercussions sur la vie à Bamako. Même dans les régions où les groupes terroristes sont bien établis et incontestés, ils ont encore recours à la violence. Le phénomène le plus alarmant provoqué par l'arrivée et le succès des groupes terroristes est sans doute la «militarisation» et l'«armement» des conflits sociétaux et des relations intercommunautaires. Lorsqu'elles réfléchissaient à l'évolution du contexte sécuritaire, presque toutes les personnes interrogées désignaient clairement le GSIM et l'EIGS comme les moteurs de l'escalade du conflit dans le pays, escalade qui a conduit à des ripostes brutales et aveugles de la part des autres acteurs armés, dont des massacres ethniques commis par des milices communautaires, ou des meurtres sans discernement de civils par l'armée.⁸² Dans la vie quotidienne de ces jeunes, cette situation a rendu les armes facilement accessibles et les a amenés à accepter de plus en plus aisément l'idée de les utiliser, autant pour se défendre que pour résoudre des disputes ou obtenir des ressources. Ainsi, comme il a été observé au-

80 Participant à l'entretien, Mopti.

81 Participant à l'entretien, Ménaka.

82 Jeune Afrique, «La Minusma accuse les armées malienne et nigérienne d'avoir commis des exécutions extrajudiciaires», 2 mai 2020, disponible sur: <https://www.jeuneafrique.com/938689/politique/mali-la-minusma-ac-cuse-les-armees-malienne-et-nigerienne-davoir-commis-des-executions-extrajudiciaires/>

paravant dans de nombreux conflits⁸³, vaincre les terroristes ne suffira pas si leur présence a engendré la normalisation de la violence chez

les jeunes et, plus généralement, dans toute la société malienne.

Gouvernance et contrôle territorial

La prestation des services, le contrôle et la gestion du territoire et l'état de droit sont des aspects fondamentaux qui ont été considérablement ébranlés par la création d'autres systèmes de gouvernance et d'autorité mis en place par les groupes terroristes. Une fois encore, de profondes différences opposent la situation à Bamako et le contexte auquel font face les habitants de Ménaka et de Mopti. La variable clé est bien sûr la présence ou l'absence des autorités et des représentants

étatiques, qui peuvent exercer leur pouvoir, régir les relations sociales et économiques et statuer sur les litiges liés à ces questions. Néanmoins, même si la majorité des problématiques exposées touchent principalement la vie des Maliens habitant au nord et au centre du pays, d'autres ont une incidence sur l'ensemble de la population. L'exemple le plus évident est la mobilité, comme l'a évoqué une des personnes interrogées originaire de Bamako:

“ *Aujourd'hui, le trajet de Bamako à Gao prend autant de temps que le trajet de Bamako à Abidjan, et il est beaucoup plus risqué.*⁸⁴ ”

Bamako est l'une des villes qui se développent le plus rapidement sur le continent africain, principalement en raison des migrations internes en provenance du reste du pays.⁸⁵ En conséquence, la mobilité domestique est une question cruciale pour les habitants de Bamako, tant pour des raisons économiques que familiales. La plupart des interlocuteurs que nous avons interrogés ont insisté sur le fait

que les liaisons avec les autres parties du pays (pour les citoyens de Bamako) ou même avec les villes et villages voisins (pour les personnes originaires de Mopti et de Ménaka) sont devenues des opérations dangereuses et difficiles, principalement à cause du contrôle exercé par les groupes terroristes sur les routes principales par le biais de points de contrôle, d'EEI ou d'embuscades.

83 Clayton, Govinda, et Andrew Thomson, «Civilianizing civil conflict: civilian defense militias and the logic of violence in intrastate conflict» (Participation civile aux conflits civils : les milices de défense civiles et la logique de la violence dans les conflits intraétatiques), *International Studies Perspectives* 60.3 (2016) : p. 499-510.

84 Participant à l'entretien, Bamako.

85 Atlas of Urban Expansion (Atlas de l'expansion urbaine) : Bamako, disponible sur : <http://atlasofurbanexpansion.org/cities/view/Bamako>



L'insécurité des routes est devenue la «nouvelle normalité» pour nous, à cause de la présence des EEI.⁸⁶



Parmi les principaux changements [...], il y a les difficultés à se déplacer d'un endroit à un autre. Surtout après 18 heures, si vous n'avez pas atteint votre destination, vous passerez la nuit dans la brousse. Et les meurtriers sont également dans la brousse. [...]

Dans le cas contraire, si vous atteignez un point de contrôle à 18 heures, vous ne serez pas autorisés à en repartir et vous devrez passer la nuit là.

*Cette mesure n'existait pas avant cette insécurité. [...]
Ils vous forcent à rester au point de contrôle parce que les routes ne sont pas sûres et que les attentats terroristes peuvent se produire à tout moment.⁸⁷*

Dans le même temps, c'est là où les groupes terroristes ont directement contesté l'État, voire se sont substitués à lui en tant que principale autorité sur place, que les répercussions les plus importantes peuvent être observées. Dans cette optique, les cas de Ménaka et de Mopti présentent des similitudes très intéressantes. Dans ces deux régions, les groupes terroristes n'occupent pas directement les grandes villes. Cependant, au cours des dernières années, ils ont commencé à imposer leur loi et à développer des formes de gouvernement embryonnaires, en utilisant la campagne comme base arrière. Cela a été confirmé par les personnes interrogées à Ménaka et à Mopti, qui emploient l'expres-

sion «les hommes de la brousse» ou «ceux qui vivent dans la brousse»⁸⁸ pour désigner les combattants terroristes.⁸⁹ Cette situation a entraîné une sorte d'«interdépendance» entre les groupes terroristes et les populations locales. Les groupes terroristes dépendent en effet des communautés locales pour le ravitaillement en nourriture et biens de base, et pour la collecte d'informations essentielles. Ils recrutent des jeunes de la région pour contrôler les populations et renforcer leur présence dans les sociétés locales.⁹⁰ Parallèlement, dans le Macina autour de Mopti, et dans les régions au nord et au sud-est de Ménaka, étant donné qu'«il n'y a plus aucun représentant de l'État»⁹¹, les hommes de la

86 Participant à l'entretien, Ménaka.

87 Participant à l'entretien, Mopti.

88 Les personnes interrogées utilisent le terme français «brousse».

89 Participant à l'entretien, Ménaka et Mopti.

90 Norwegian Institute of International Affairs and UNDP, «Local Drivers of Violent Extremism in Central Mali» (Moteurs locaux de l'extrémisme violent au Mali central), 2019, disponible sur: <https://www.nupi.no/en/Publications/CRIS-tin-Pub/Local-Drivers-of-Violent-Extremism-in-Central-Mali>

91 Participant à l'entretien, Bamako.

brousse sont devenus «les véritables maîtres, ils gèrent les affaires courantes et rendent la justice».⁹²

En règle générale, les groupes terroristes ont imposé un autre système de gouvernance après avoir éliminé les quelques institutions étatiques symboliques et efficaces qui avaient pu exister autrefois. Il semble exister une sorte de «plan terroriste» en effet, les récits de Mopti et de Ménaka tendent à correspondre, en grande partie, à ce qui a été observé à Tombouctou, Gao et Kidal pendant l'occupation en 2012.⁹³ À Tombouctou aussi bien que dans le delta intérieur du Niger, les groupes terroristes ont supprimé les taxes et les droits de douane, ont refusé d'appliquer le droit civil laïc et ont fermé (ou incendié) la plupart des écoles et des centres de santé. Comme l'ont souligné nos participants, ces deux derniers points en particulier ont de sévères répercussions sur la vie des jeunes et de leurs familles. Dans certaines régions du pays, les écoles (voire les médersas) ont été fermées pendant des années (et le sont encore), ce qui a abouti à une génération qui n'est ni formée ni éduquée.⁹⁴ Simultanément, le manque de centres de santé est évidemment source d'inquiétudes, en particulier pour les jeunes femmes qui n'ont accès à aucune aide médicale au cours des grossesses et des accouchements, et sont donc plus exposées au risque de complications ou de décès pour elles-mêmes et leurs enfants.⁹⁵

Cependant, la «gouvernance terroriste» n'a pas uniquement détruit les structures existantes. Il existe en fait trois catégories de services pour lesquels les organisations terroristes ont introduit des alternatives en l'absence de l'État, notamment: 1) le système d'imposition; 2) la gestion des terres; et 3) l'administration de la justice.

La pratique la plus courante en matière d'imposition est la zakat, taxe religieuse qui, telle que prévue par les organisations terroristes, est destinée à soutenir les moudjahidins. Dans la région de Mopti, les bergers doivent payer cet impôt tous les ans.⁹⁶ Selon une interprétation controversée d'une recommandation du Coran, la zakat est calculée sur la dimension du troupeau: le berger doit offrir un taureau toutes les trente vaches et un veau toutes les quarante vaches. Une fois la zakat collectée, les groupes terroristes l'utilisent pour leurs besoins, ou la vendent sur les marchés locaux.⁹⁷ Bien que les organisations terroristes aient rempli le rôle de l'État en ce qui concerne l'imposition, la suppression des collectes d'impôts publics a entraîné une réduction dramatique des services publics essentiels. Comme l'a souligné un participant originaire de Ménaka, une vaste partie de la population ne peut survivre que grâce aux activités des ONG qui sont toujours autorisées par les groupes terroristes à opérer dans les régions que ces derniers contrôlent.⁹⁸

92 Participant à l'entretien, Ménaka.

93 Lecocq, Baz, et al, «One hippopotamus and eight blind analysts: a multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali» (Un hippopotame et huit analystes aveugles: une analyse à plusieurs voix de la crise politique de 2012 dans la République du Mali divisée), *Review of African Political Economy* 40.137 (2013): p. 343-357.

94 Maliweb, «Crise scolaire endémique au Mali: il faut qu'elle prenne fin!», 11 mai 2020, disponible sur: <https://www.maliweb.net/education/crise-scolaire-endemique-au-mali-il-faut-quelle-prenne-fin-2873343.html>

95 Participants à l'entretien, Bamako et Ménaka.

96 Participant à l'entretien, Mopti.

97 Participants à l'entretien, Mopti et Bamako.

98 Participant à l'entretien, Ménaka.

Quant à la gestion des terres, les organisations terroristes n'ont pas remis en question le système coutumier déjà en place là où elles se sont établies, et ce, afin de gagner le soutien des populations locales. Par exemple, dans une région où l'empire du Macina, un empire peul théocratique du XIXe siècle, constitue encore un important point de référence, et un symbole de légitimité et d'appartenance⁹⁹, la Katiba du Macina a tenté d'élaborer un système de normes et de règles inspiré de cette expérience historique. D'après un système administratif établi sous l'empire du Macina, mais dont la structure actuelle a été constituée sous le régime colonial et renforcée au cours des premières années du Mali post-colonial, une partie des pâturages du delta du Niger est réservée aux djowros (la «classe supérieure» peule qui collecte régulièrement des tributs auprès des autres bergers). Dans le même ordre d'idées, les terres publiques sont également régies par une forme de droit de préséance et d'exploitation qui revient aux djowros. La Katiba du Macina a limité le montant des tributs dus aux djowros, sans contester pour autant le fonctionnement de base du système.¹⁰⁰ Selon certains travaux de recherche, et comme l'ont confirmé nos

interlocuteurs interrogés¹⁰¹, il s'agit ici d'une des caractéristiques que l'EIGS fait valoir pour contester la position dominante de la Katiba du Macina dans la région, puisque le groupe affilié à l'EI y prône la collectivisation totale des terres.¹⁰²

Enfin, le système judiciaire est un autre secteur profondément touché par le régime terroriste. Conformément à leur interprétation littérale de l'islam, les groupes terroristes imposent la charia dans les territoires qu'ils contrôlent. D'après les personnes interrogées, tous ceux qui tentent de s'adresser aux juges (laïcs) de l'État sont menacés, voire tués dans certains cas. Tous ceux qui souhaitent signaler un crime doivent s'adresser aux chefs terroristes et à leurs conseillers juridiques. Les jugements sont rapides et rendus en vertu de la loi islamique, telle qu'elle est interprétée par les groupes. Cela signifie que faire appel n'est pas autorisé, et qu'aucune contestation n'est possible. L'application de la charia varie selon les différents groupes. Par exemple, la Katiba du Macina a tendance à ne pas recourir aux châtiments corporels pour les voleurs et autres coupables de délits mineurs.¹⁰³

■ *Ils [les djihadistes] sont les maîtres dans mon village. [...] Ils gèrent toutes les disputes. Ce sont les juges, les chefs des villages et les imams. Parce qu'ils ont le dernier mot. Tout ce que les chefs entreprennent (les chefs des villages ou les chefs religieux [...]) doit être approuvé par les djihadistes. Les autres chefs ne peuvent rien faire sans leur demander leur avis.*¹⁰⁴

99 Ba, Boubacar, Pouvoirs, ressources et développement dans le delta central du Niger, 2008.

100 Participants à l'entretien, Mopti.

101 Participants à l'entretien, Mopti et Bamako. Voir également The Africa Report, «Sahel: A new battlefield between IS and Al-Qaeda?» (Le Sahel: un nouveau champ de bataille entre l'EI et Al-Qaida ?), 4 juin 2020, disponible sur: <https://www.theafricareport.com/29184/sahel-a-new-battlefield-between-is-and-al-qaeda/>

102 RFI, «Dans le centre du Mali, les combats entre groupes armés s'intensifient», 10 avril 2020, disponible sur: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200410-mali-centre-pays-les-combats-entre-groupes-arm%C3%A9s-sintensifient>

103 Participants à l'entretien, Mopti et Ménaka.

104 Participant à l'entretien, Mopti.

Dans l'ensemble, les personnes interrogées s'accordent à dire que la «gouvernance terroriste» détériore leurs conditions de vie, et que ce système a été établi par la peur et la violence. Parallèlement, et en particulier en ce qui concerne la justice, différentes personnes ont souligné que le système mis en place par les organisations terroristes semblait plus «juste»

et «efficace» que le système précédemment appliqué par l'État. La faute en revient à la durée du processus (qui selon certains pouvait prendre jusqu'à vingt ans avec les autorités étatiques) et, plus important encore, à la corruption généralisée des juges et des fonctionnaires.

“ *Avec eux, la justice est bien servie, contrairement aux tribunaux d'État qui étaient là avant leur arrivée. [...] La justice au Mali, c'était la justice des riches. C'est à dire que celui qui payait avait toujours raison.*¹⁰⁵

Par leur présence, les groupes terroristes s'assurent que les autres organes de pouvoir tendent à suivre leurs indications, y compris en ce qui concerne l'administration de la justice. Cela s'applique également aux juges islamiques, qui sont présumés ne pas faire de distinction en fonction de la classe, de la profession ou de l'origine ethnique, et sont

perçus comme incorruptibles. Malheureusement, ces allégations de défauts des processus judiciaires étatiques ne sont ni nouvelles ni démenties¹⁰⁶, ce qui implique que l'un des plus grands défis à relever pour contenir et vaincre les groupes terroristes est la remise en place d'un système d'état de droit efficace et juste.

Aspects économiques

Malgré les efforts présumés déployés par les groupes terroristes pour garantir une sorte de système de gouvernance hybride respectant partiellement les dispositions et les activités coutumières, les personnes interrogées considèrent presque unanimement l'incidence économique de la présence de ces groupes comme «dévastatrice». La plupart des participants aux entretiens ont affirmé que, depuis le début de la crise en 2012, et

plus encore au cours des dernières années, les perspectives d'emploi, la qualité et l'accessibilité des services publics, et plus généralement le développement d'un environnement sûr pour le commerce et les autres activités productives, se sont tous tragiquement dégradés.¹⁰⁷ Ces conditions ne sont pas directement dues aux terroristes mais résultent d'un environnement moins sûr, où la pauvreté et les armes sont plus courantes. Le violent

¹⁰⁵ Participant à l'entretien, Mopti.

¹⁰⁶ Tobie, Aurélien et Sangaré, Boukary, «Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali», Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), octobre 2019, disponible sur: https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-11/1910_sipri_report_impacts_des_groupes_armes_sur_les_populations_au_nord_et_au_centre_du_mali.pdf

¹⁰⁷ Participants à l'entretien,

conflit et la crise politique sont devenus des forces perturbatrices qui ont aggravé une situation déjà fragile dans laquelle les entreprises criminelles et les groupes terroristes constituent une force d'attraction pour de nombreux jeunes désemparés et sans emploi. À Bamako plus particulièrement, le besoin de consacrer les ressources sécuritaires

à la lutte contre le terrorisme, et la réduction des échanges économiques provoquée par la restriction de la mobilité domestique (voir ci-dessus), sont également présentés comme deux facteurs importants ayant conduit à une augmentation spectaculaire de la petite criminalité.

“ *La présence de ces groupes a changé beaucoup de choses dans notre vie quotidienne. Premièrement, elle a changé nos conditions socio-économiques, elle a rendu notre vie professionnelle plus compliquée. Avec leur arrivée, l'accès aux services de base est devenu très difficile. Ça a changé beaucoup de choses. L'accès aux centres de santé, à l'eau potable, l'insécurité et leur présence ont même des répercussions sur l'accès au marché de l'emploi.*¹⁰⁸

Un autre élément avancé par nos interlocuteurs concerne l'arrivée de milliers de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) dans les grandes villes du pays : « la présence de ces groupes a accru la pauvreté, et également le nombre de personnes déplacées du nord au sud; ce n'est pas facile, on essaie de s'entraider mais ce n'est pas facile du tout ».¹⁰⁹ Cela constitue une crise dans la crise, alors que le gouvernement échoue généralement à prendre en charge ces PDIP et que les communautés urbaines sont livrées à elles-mêmes pour compenser les lacunes des institutions centrales en tentant de partager et de redistribuer des ressources qui se raréfient déjà.¹¹⁰ Une fois encore, le contexte violent et instable a de profondes conséquences sur la vie des jeunes, puisqu'il réduit leurs perspec-

tives et affaiblit la confiance interpersonnelle et leur espoir en l'avenir. Cette situation entraîne un cercle vicieux de pauvreté et de lassitude qui laisse peu de choix à ceux qui sont entrés sur le marché de l'emploi en 2012.

Dans le même temps, les groupes terroristes ont également eu une incidence plus directe sur la vie économique des jeunes Maliens. Cela est plus manifeste dans les endroits où ils sont physiquement présents, dans le nord et le centre du pays. Dans ce cas, les activités des terroristes et les règles qu'ils imposent ont des conséquences néfastes à la fois sur les activités commerciales et la production agricole et pastorale, comme l'a résumé un participant aux entretiens originaire de Ménaka:

108 Participant à l'entretien, Bamako.

109 Participant à l'entretien, Bamako.

110 Participants à l'entretien, Bamako et Mopti.

“

Ici, il n'y a plus aucune activité économique. Tout s'est arrêté à cause des djihadistes, à l'exception de quelques activités de subsistance. L'absence de l'État a été suivie par l'effondrement de l'économie. En raison de l'immobilité des personnes et des biens, il n'y a plus rien dans mon village. Les gens survivent grâce aux ONG.¹¹¹

Selon les réponses reçues au cours des entretiens, les membres des divers groupes terroristes se rendent régulièrement aux marchés hebdomadaires, aussi bien pour se ravitailler en produits frais que pour manifester leur présence aux commerçants et vendeurs locaux. Dans d'autres cas, ils obligent les marchés à fermer en bloquant le commerce régional, ou en volant la plupart des produits.¹¹² Différents témoignages ont également mis en évidence que, au cours des dernières années, les groupes terroristes avaient commencé à voler le bétail des bergers locaux, rendant leur activité plus compliquée et moins attirante pour les communautés pastorales traditionnelles.¹¹³ En outre, l'activité pastorale dans les pâturages en accès libre devient de plus en plus périlleuse, puisqu'il s'agit souvent des endroits où les insurgés armés et les criminels se cachent et établissent leurs camps.¹¹⁴

De plus, les problèmes d'accès aux terres et aux pâturages diminuent la quantité de biens commerciaux et provoquent une augmentation de leurs prix. Cette situation aggrave l'insécurité alimentaire pour une importante partie de la population et pourrait facilement se muer en une crise alimentaire encore plus

étendue.¹¹⁵ En outre, la viabilité des marchés locaux est particulièrement touchée par les nouvelles restrictions imposées aux femmes. Aussi bien à Ménaka qu'à Mopti, et plus généralement dans les environnements ruraux, les femmes maliennes jouent un rôle essentiel pour les économies locales en tant que productrices, artisanes, et commerçantes. Avec l'application de la charia par les groupes terroristes, il est désormais presque impossible pour les femmes de travailler, ou même de quitter leur foyer et de se rendre au marché sans être accompagnées d'un membre masculin de leur famille.¹¹⁶ En conséquence, les budgets familiaux se réduisent, et la plupart des efforts des familles se concentrent à présent sur la recherche de biens essentiels et la lutte pour la survie quotidienne.

Si certaines personnes interrogées ont laissé entendre que l'incidence des terroristes n'était pas que néfaste en ce qui concerne la gouvernance locale et l'administration de la justice, pour ce qui est des activités économiques, elles se sont toutes accordées à dire que la situation actuelle constituait un défi insurmontable pour leur survie.

¹¹¹ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹¹² Participant à l'entretien, Mopti.

¹¹³ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹¹⁴ Participant à l'entretien, Mopti.

¹¹⁵ Participant à l'entretien, Mopti.

¹¹⁶ Participant à l'entretien, Ménaka.

Vie sociale et quotidienne

Par définition, le terrorisme est une tactique destinée à instaurer un climat général de terreur au sein de la population. Environ la moitié des jeunes participants aux entretiens ont directement vécu des épisodes de violence perpétrés par des acteurs terroristes contre

eux ou contre des membres de leur famille et de leur communauté. Dans toutes ces situations, les conséquences sur le long terme de tous ces événements sont évidentes, et un mélange de peur et de résignation tend à forger leur vision de la question terroriste.



*Quel est mon premier sentiment? La peur! La peur!*¹¹⁷

Dans le cas du Mali, le terrorisme et la violence sont des instruments utilisés en vue d'imposer un système spécifique de normes, de règles et de dispositifs sociaux inspiré de l'interprétation radicale de l'islam par les groupes

terroristes. Selon la vision de ces groupes, la charia doit réguler tous les aspects de la vie, et de nouveaux comportements sont imposés dans les territoires qu'ils contrôlent:



*Beaucoup de choses ont changé à cause de la présence terroriste. Nos pratiques quotidiennes, notre façon de choisir nos robes, notre liberté d'expression et de mouvement, tout a changé. Des choses simples telles que choisir librement nos pantalons ne sont plus possibles.*¹¹⁸

Certains de ces comportements et de ces règles ont eu des répercussions même à Bamako, aussi bien que dans d'autres parties du pays où l'État est toujours aux commandes. La présence des groupes terroristes modifie (et limite) le rôle social et les perspectives des jeunes femmes, élimine les pratiques

traditionnelles et les festivités culturelles, change la façon qu'ont les jeunes d'occuper leur temps libre et fait littéralement cesser la musique dans un des pays qui ont le plus contribué à la progression et à l'évolution de la musique «africaine».



*S'agissant des mariages traditionnels, ils ne sont plus comme avant quand ils sont encore organisés.*¹¹⁹

¹¹⁷ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹¹⁸ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹¹⁹ Participant à l'entretien, Mopti.

Atténuer les conséquences sur le long terme de ces éléments constitue un des plus grands défis pour le Mali et ses partenaires internationaux, alors que les nouvelles générations grandissent dans un cadre qui offre peu d'espoir pour l'avenir. En outre, les sentiments d'insécurité et d'injustice ne se limitent pas au vécu personnel des jeunes. Une méfiance généralisée semble façonner leurs relations sociales: puisque les terroristes sont un ennemi invisible, il est la plupart du temps impossible de déterminer avec certitude qui est qui, et qui est digne de confiance. Par conséquent, les jeunes interrogés voient les autres membres de leur communauté d'un œil de plus en plus méfiant, et ils n'accordent leur confiance qu'aux membres les plus proches

de leur cercle social, en particulier aux membres de leur famille et aux amis proches. Comme l'a décrit un participant originaire de Bamako, «les gens sont comme des escargots maintenant, si vous les touchez, ils se cachent dans leur coquille».¹²⁰ Ce sentiment de méfiance et de suspicion omniprésent bouleverse également les relations intercommunautaires, de même que les rapports que ces jeunes entretiennent avec l'État. Ce repli sur leur famille et les membres de leur communauté a généralement pour effet d'approfondir et d'élargir les divisions entre les groupes ethniques et les classes et, ainsi, de ranimer des griefs ethniques et économiques (un mécanisme exploité plus ou moins consciemment par les acteurs armés sur le terrain).

“ *Ils [les groupes terroristes] ont infiltré de nombreux segments de notre société; maintenant, si on les critique, ils peuvent l'entendre. Ici, vous ne pouvez faire confiance à personne parce que vous ne savez pas qui les soutient et qui ne les soutient pas. Il y a moins d'un mois, une jeune personne a été tuée juste devant sa porte d'entrée, en plein jour, parce qu'elle était soupçonnée de travailler avec les Blancs [Barkhane et MINUSMA].*¹²¹

Un sentiment similaire s'installe à l'égard de l'État et de ses représentants. Bon nombre des personnes interrogées, en particulier celles originaires de Mopti et de Ménaka, ont insisté sur le fait que ce qui était déjà perçu comme une politique de marginalisation, ou même de discrimination, pratiquée par l'État à l'encontre de leurs communautés, est devenu quelque chose de plus menaçant: ils craignent d'être désignés comme terroristes ou opposants à

l'État, simplement en raison de leurs origines ethniques ou géographiques.¹²²

À Ménaka, les affirmations sur la manière dont la vie a changé en raison de la présence des groupes terroristes sont généralement les mêmes: «Les terroristes sont partout et nulle part! Ils se cachent et se fondent dans la population. C'est impossible de les identifier»; «Ils ne sont pas visibles physiquement, mais ils sont présents»; «Dans notre village, on les rencontre tous les jours sans même les remar-

¹²⁰ Participant à l'entretien, Bamako.

¹²¹ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹²² Participants à l'entretien, Mopti et Ménaka. Voir aussi plus loin dans cette section.

quer».¹²³ Les jeunes de Ménaka, qui partagent cette même sensation avec leurs pairs de Mopti et de Bamako, sont incapables de savoir quand et si ils ont rencontré, ou s'ils vont rencontrer, un membre ou un informateur du GSIM ou de l'EIGS. Cette situation produit un double effet. Tout en suscitant la peur, la détresse psychologique et une méfiance sociale accrue, elle a également une incidence sur la façon dont les autorités étatiques perçoivent et traitent les populations locales: «Ils nous traitent tous comme des terroristes».¹²⁴

De plus, la peur paraît être un sentiment constant dans la vie des jeunes. Diverses personnes interrogées ont exprimé leur angoisse chaque fois qu'un membre de leur famille doit quitter le foyer. Cela est d'autant plus vrai pour les femmes. Une jeune fille de Ménaka nous a raconté sa première rencontre avec les

terroristes. Elle marchait dans la campagne avec deux amies, quand un groupe de «barbus» les a arrêtées, les menaçant de les battre si elles ne rentraient pas chez elles. Les terroristes les ont obligées à porter le voile, et leur ont interdit de quitter leur foyer sans la présence d'un membre masculin de leur famille, ou de rencontrer leurs amies en dehors de leurs foyers.¹²⁵ En outre, si un homme est vu en train de parler à une femme à laquelle il n'est pas marié, il peut être agressé ou même tué.¹²⁶ Une autre jeune fille de Mopti, dont la mère était une représentante élue dans leur commune, a ajouté qu'il était désormais impossible pour les femmes de participer à la vie politique dans les régions sous le contrôle des groupes terroristes.¹²⁷

D'autres témoignages proviennent de Mopti :

“ *Depuis qu'ils [les terroristes] sont ici, toutes nos festivités culturelles se sont arrêtées. Les griots ne jouent plus de musique pour les nobles. Il n'y a plus de célébrations pendant les mariages. Les gens peuvent s'asseoir autour de la table sans problèmes. Mais ils ne peuvent pas chanter ni jouer de la musique. Les jeunes ne peuvent plus jouer aux cartes ou aux dames. Pendant les célébrations culturelles ou religieuses, les jeunes filles ne peuvent pas porter les vêtements traditionnels pour aller danser sur la grand-place. Pendant les festivités à la fin des migrations saisonnières des troupeaux, on ne joue plus de flûte ni de bongo. [...] Ils ont interdit la consommation d'alcool et de cigarettes, ils ont fermé les écoles françaises, mais ils autorisent parfois les écoles arabes à rester ouvertes. Je ne sais pas pourquoi ils ont interdit toutes ces choses.*¹²⁸

¹²³ Participants à l'entretien, Ménaka

¹²⁴ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹²⁵ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹²⁶ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹²⁷ Participant à l'entretien, Mopti.

¹²⁸ Participant à l'entretien, Mopti.

Ce sentiment d'entendre la «musique cesser» résonne dans les réponses de nombreuses personnes interrogées, sans distinction majeure en fonction de leurs origines géogra-

phiques. Un autre participant, un jeune garçon originaire de Dialloubé, près de Mopti, a relaté les difficultés auxquelles il a fait face pour jouer au football:

“ *Ils nous avaient interdit de jouer sur notre terrain de football. On est allés négocier avec leur chef. Il nous a autorisés à jouer, mais seulement si on acceptait de respecter ses règles. On ne peut ni parier ni marquer de points, et on doit s'arrêter aux heures des prières. On ne peut pas non plus se disputer quand on joue. Mais au moins, on peut jouer. Maintenant, c'est devenu normal pour nous. Avant, on était terrifiés, on avait peur de les voir venir.*¹²⁹

Il est intéressant de noter que les jeunes de Bamako partagent des sentiments similaires:

“ *Avec l'arrivée des djihadistes, quand un membre de la famille sort, je prie Dieu jusqu'à ce qu'il ou elle revienne. J'ai peur qu'un membre de ma famille soit attaqué [...] J'ai encore plus peur qu'un attentat djihadiste se produise dans la ville.*¹³⁰

Cela vaut non seulement pour le sentiment d'insécurité omniprésent, mais également pour les relations sociales et les activités: «Avec la présence des terroristes, on doit constamment être sur nos gardes, et faire attention aux endroits que l'on fréquente»; «Pour les relations sociales, il n'y a plus de confiance entre les communautés qui vivent ensemble»; «Plus personne ne fait confiance à personne.

On peut marcher ensemble, mais on ne se fait pas confiance. De nombreuses personnes préfèrent garder leurs distances. On n'a plus la liberté de faire des choses comme avant».¹³¹ La musique cesse, même à Bamako, et il faudra parcourir un long chemin avant que les jeunes puissent reconstruire leur confiance envers leur État, leur société, et leur avenir.

129 Participant à l'entretien, Mopti.

130 Participant à l'entretien, Bamako.

131 Participants à l'entretien, Bamako.

CHAPITRE 4

QUEL RÔLE POUR
LES JEUNES?

SOUTIEN ET RÉSISTANCE EN PÉRIODE DE VIOLENCE

© Photo ONU/Marco Dormino

Jusqu'ici, le présent rapport a décrit le point de vue des jeunes Maliens sur leur vie et leur environnement, dans un contexte caractérisé par la violence et le danger. En tenant compte de leur définition de ce qu'est un terroriste et de ce qui constitue une menace à leurs yeux, les données ont montré comment les jeunes perçoivent la présence du terrorisme et ont exposé les diverses manières dont ces groupes ont une incidence sur leur vie. Néanmoins, les jeunes ne devraient pas être considérés uniquement comme des victimes, ou comme des observateurs passifs de la situation à laquelle ils doivent faire face. Certains d'entre eux ont

activement choisi de participer à l'extrémisme violent. Toutefois, ce groupe ne représente qu'une petite partie de la jeunesse malienne. Une bien plus grande majorité a fait le choix de ne pas participer à des activités violentes ou criminelles. Certains cherchent activement d'éventuelles solutions et les mettent en œuvre, et proposent leur contribution pour réaffirmer la paix et la sécurité au sein de leur communauté et de leur pays. D'autres choisissent de trouver un moyen de vivre avec les dangers qui les entourent. Les raisons qui motivent leurs choix sont nombreuses et variées.

Le choix de la participation à l'extrémisme violent

Bien que la violence soit en hausse au Mali, où les jeunes représentent la principale base de recrutement pour les terroristes et les groupes criminels¹³³, la majorité des jeunes Maliens ne soutiennent pas ces acteurs et certains d'entre eux s'opposent à ces groupes et luttent ouvertement contre eux. La plupart du temps, ils n'approuvent pas le choix de leurs pairs de rejoindre les rangs des groupes extrémistes violents, mais ils comprennent les facteurs qui pourraient expliquer un tel choix. Concernant la vision qu'ont les jeunes des causes principales motivant le choix de la violence, l'ensemble des personnes interro-

gées (aucune d'elles n'étant engagée auprès d'organisations terroristes) a reconnu que la vaste majorité des jeunes Maliens ne soutenaient pas les groupes terroristes. Lorsqu'il leur était demandé d'évaluer le nombre de pairs qui prenaient activement ou indirectement part aux activités terroristes, la plupart des sondés ont estimé que ces pairs ne représentaient pas plus de 20% d'entre eux. Au sein de ce groupe, une première distinction peut être faite entre ceux qui rejoignent volontairement les acteurs terroristes et ceux qui y ont été forcés, comme l'ont expliqué des participants originaires de Ménaka:

“

Le soutien des jeunes peut prendre deux formes: il y a le soutien volontaire des jeunes qui voient en ces groupes la possibilité de gagner de l'argent ou du respect; et le soutien forcé, puisque les terroristes exigent une participation communautaire, et chaque village doit offrir quelques combattants.¹³⁴

133 Trisko Darden, Jessica, «Tackling Terrorists' Exploitation of Youth» (Lutter contre l'exploitation des jeunes par les terroristes), American Enterprise Institute (AEI), mai 2019, disponible sur: <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2019/05/report/tackling-terrorists-exploitation-of-youth/Tackling-Terrorists-Exploitation-of-Youth.pdf>

134 Participant à l'entretien, Ménaka.

“ *Ils sont menacés, des membres de leur famille sont enlevés pour les obliger à commettre ces crimes.*¹³⁵ ”

Une autre personne interrogée originaire de Bamako a également souligné qu'une fois qu'un individu s'engage d'une quelconque

manière auprès des groupes terroristes, il lui est très difficile d'en partir:

“ *Je crois qu'ils sont forcés de commettre ces crimes. Parce que le terrorisme est comme le komo, une société secrète d'Afrique que vous pouvez rejoindre, mais que vous ne pouvez pas quitter. Cela signifie que vous y entrez, mais que vous n'en sortez jamais. [...] Si vous refusez de faire ce qu'ils disent, ils vous tueront.*¹³⁶ ”

Si l'on se concentre sur ceux qui se sont volontairement engagés auprès des groupes terroristes, différents profils peuvent être définis en matière de soutien au terrorisme, et une forte connexion peut être établie avec un autre phénomène, à savoir la participation aux activités criminelles. Parmi les raisons exposées par nos interlocuteurs pour expliquer

ce choix de rejoindre les groupes terroristes, trois grandes lignes apparaissent: 1) la protection personnelle ou communautaire; 2) l'amélioration de son propre statut social; et 3) la vengeance suite à des injustices et menaces (réelles ou perçues) ou la contestation de ces dernières.

135 Participant à l'entretien, Ménaka.

136 Participant à l'entretien, Bamako.

Les éléments qui déterminent la première catégorie ont déjà été abordés tout au long du présent rapport et sont directement liés au contexte de violence et de politiques armées du Mali contemporain. Dans ces contextes où aucun des acteurs armés présents sur place ne détient un monopole sur l'utilisation de la violence (légitime) et où l'état de droit est absent ou mal appliqué, les groupes terroristes et les autres groupes armés sont perçus comme une issue. Le fait que certaines communautés ou certains villages aient précédemment noué des liens avec une formation terroriste peut ainsi influencer, voire orienter, les choix que font les jeunes.¹³⁷ Parmi ceux qui ont rejoint les groupes terroristes, une autre distinction mise en évidence concerne les origines géographiques et ethniques des partisans, et les répercussions de la présence des groupes terroristes. Sur ce dernier point, un participant originaire de Ménaka a évoqué le fait que «l'engagement varie selon les régions, ceux qui vivent dans des régions occupées s'engagent plus que les autres car il n'y a pas d'autres options que de s'enrôler dans un groupe terroriste».¹³⁸ Concernant le soutien et ses variations en fonction de l'origine géographique ou ethnique certaines personnes interrogées ont estimé que «le soutien vari[ait] d'une région à l'autre et d'un groupe ethnique à l'autre».¹³⁹

Comme souligné précédemment, ces variations dans le soutien aux groupes terroristes ne devraient pas être entendues comme

une conséquence directe de l'ethnie ou de la géographie. Les entretiens ont révélé que les groupes terroristes s'emparaient et tiraient profit des griefs locaux et des tensions interethniques préexistants. En particulier, les considérations économiques et le manque d'autres moyens de subsistance viables sont les principaux facteurs qui poussent les jeunes à prendre part aux activités criminelles. Parallèlement, le sentiment d'impunité suscité par le contexte de la violence armée, associé à une présence de plus en plus faible des forces de sécurité et à une grande disponibilité des armes, semble jouer un rôle pivot dans les motivations des jeunes qui choisissent le chemin du crime. Les vols, les vols à main armée, les vols de bétail et le trafic d'armes sont les principales activités énumérées par les personnes que nous avons interrogées. Habituellement, bon nombre de ceux qui participent au trafic de drogues sont également présentés comme des consommateurs, qui dépensent une partie de leur argent dans la drogue.¹⁴⁰ Plus généralement, comme l'a révélé un participant originaire de Mopti, «la présence même des djihadistes a permis à certains jeunes de se lancer dans des activités illégales. Par exemple, certains jeunes voleurs rejoignent les terroristes pour ne pas être tués».¹⁴¹ La protection offerte par les groupes terroristes semble être un élément clé permettant d'établir un lien entre les activités terroristes et criminelles:

137 Participants à l'entretien, Mopti et Ménaka.

138 Participant à l'entretien, Ménaka.

139 Participant à l'entretien, Bamako.

140 Participants à l'entretien de Bamako et Ménaka.

141 Participant à l'entretien, Mopti.

“ *La présence des groupes terroristes se répercute sur la participation des jeunes aux activités illégales. Puisqu'ils ont confiance en l'influence et le pouvoir de leurs chefs terroristes, ces gamins se sentent libres de commettre toutes sortes de crimes sans se préoccuper des conséquences, car ils sont protégés, et ils font donc ce qu'ils veulent. Ils agressent verbalement, physiquement et sexuellement. Ils vendent et consomment de la drogue. Pour certains, leurs chefs les forcent à faire ces choses.*¹⁴² ”

Les groupes terroristes ne sont pas directement impliqués dans les activités criminelles ordinaires. Les liens narcoterroristes dans le Sahel ont été une question vivement débattue pendant un temps, mais il existe désormais un certain consensus quant à l'idée que ces deux groupes sont distincts et dissociés, même s'il leur arrive parfois de collaborer.¹⁴³

La volonté d'améliorer son propre statut social est particulièrement vive chez ceux qu'on dénomme les «cadets sociaux», des catégories d'individus qui occupent structurellement une position subordonnée dans

leur environnement social et politique du fait de leur âge, de leur sexe, de leur classe ou de leur ethnie.¹⁴⁴ Aucun groupe ethnique n'est monolithique, et les règles et traditions coutumières qui régissent les relations interethniques sont contestées. L'omniprésence de la violence et la présence des groupes terroristes peuvent amener de nouvelles motivations et perspectives pour les jeunes Maliens qui veulent renverser le statu quo ou obtenir des avantages symboliques ou matériels qui seraient impossibles à remporter dans des circonstances «normales»:

“ *Les groupes terroristes offrent à certains de ces jeunes la possibilité de s'exprimer.*¹⁴⁵ ”

En ce sens, les groupes terroristes ne sont pas différents des autres insurgés ou groupes rebelles animés par des motivations et des causes diverses.¹⁴⁶ L'accès aux armes, les gains économiques liés aux activités terroristes et la possibilité de conclure un mariage avan-

tageux font partie des principaux motifs qui poussent les jeunes des classes inférieures ou des groupes ethniques plus marginalisés à rejoindre les terroristes. Bien que des motivations similaires semblent inspirer les jeunes femmes, elles sont en réalité moins nom-

¹⁴² Participant à l'entretien, Ménaka.

¹⁴³ Ba, Boubacar et Boas, Morten, «Mali: A Political Economy Analysis» (Mali: une analyse de l'économie politique), Norwegian Institute of International Affairs, novembre 2017, disponible sur: https://nupi.brage.unit.no/nupi-xmlui/bitstream/handle/11250/2468085/NUPI_rapport_Mali_Ba_B%25C3%25B8%25C3%25A5s.pdf?sequence=2&isAllowed=y

¹⁴⁴ Bayart, Jean-François, L'État en Afrique : la politique du ventre, Fayard, 2006.

¹⁴⁵ Participant à l'entretien, Ménaka.

¹⁴⁶ Bøås, Morten, et Kevin C. Dunn. Africa's insurgents: Navigating an evolving landscape (Insurgés d'Afrique: naviguer dans un paysage en évolution). Boulder & London: Lynne Rienner Publishers (2017).

breuses à s'engager, étant donné que les liens familiaux et communautaires et la volonté de se conformer aux attentes sociales ont une influence plus significative.¹⁴⁷

Enfin, le choix de rejoindre des groupes terroristes peut être dicté par la détermination à se venger et à lutter contre ceux qui commettent des abus, des crimes ou des meurtres à l'encontre d'un membre de la famille ou de la communauté: «Quand votre village est incendié et vos parents tués, si vous trouvez quelqu'un prêt à vous aider dans votre vengeance et à vous protéger, vous soutiendrez cette personne».¹⁴⁸ Une fois de plus, ces raisons reviennent particulièrement lorsque nos interlocuteurs interrogés décrivent la situa-

tion au Mali central (où les conflits interethniques et intraethniques déterminent les relations entre les Peuls, les Dogons et les autres groupes ethniques) et dans les régions du nord, où la question touarègue demeure un problème non résolu. Néanmoins, même si les griefs interethniques constituent une forte motivation aux yeux de ceux qui rejoignent les groupes terroristes, les principales cibles de leur haine et de leur violence restent l'État central et ses représentants. La plupart des personnes interrogées ont accusé l'État malien et les forces de sécurité d'avoir commis des exactions et des abus sans discernement, qui ont facilité le succès des groupes terroristes:

“ *Quand l'armée vient dans votre village, elle n'essaie pas de comprendre, les soldats considéreront tous les habitants comme des terroristes. Les soldats frappent, tuent et volent [...]: cela explique la participation des jeunes et leur soutien aux groupes djihadistes dans le centre du Mali.*¹⁴⁹

“ *Quelqu'un s'est engagé auprès des groupes terroristes pour venger sa famille qui a été tuée par les rebelles ou par d'autres communautés mieux placées dans la société grâce à l'impunité garantie par l'État.*¹⁵⁰

“ *Certains d'entre eux font partie de groupes terroristes pour se venger des injustices subies de la part de l'État.*¹⁵¹

147 Participants à l'entretien originaires de Bamako, de Mopti et de Ménaka.

148 Participants à l'entretien, Bamako.

149 Participant à l'entretien, Mopti.

150 Participant à l'entretien, Ménaka.

151 Participant à l'entretien, Bamako.

Le choix de la résistance

En ce qui concerne le rôle des jeunes dans la prévention et la lutte contre la propagation de l'extrémisme violent, on peut déceler chez les personnes interrogées deux opinions prin-

cipales: Presque la moitié des participants aux entretiens pensent qu'il est trop tard et trop compliqué pour les jeunes d'agir contre les terroristes:

“ *Selon moi, les jeunes ne peuvent rien faire pour endiguer ou combattre la présence des groupes terroristes. Non seulement les jeunes, mais aussi les personnes âgées et l'État ne peuvent rien faire pour s'opposer à la présence des groupes terroristes; [...] cela aurait dû être fait avant, il est trop tard pour réagir maintenant.*¹⁵²

Cette vision est alarmante compte tenu de l'accent mis sur les jeunes générations en tant que moteurs du changement.¹⁵³ Si l'on admet généralement que les jeunes générations peuvent être frustrées par leur environnement, par les règles sociales et politiques qui régissent leur vie et par leur société, on pense également que les jeunes ont les moyens, la motivation et les idées nécessaires pour développer leurs propres solutions. En réalité, le pouvoir des jeunes reste influencé et limité par les circonstances dans lesquelles ils vivent : un contexte de violence et d'instabilité n'encourage pas nécessairement à changer les choses pour amener la paix, mais peut plutôt favoriser une hausse de la violence. Être jeune ne signifie pas automatiquement être un acteur du changement, et n'implique pas non plus les ressources et la motivation nécessaires pour transformer son propre environnement. Les conditions contextuelles jouent un rôle crucial pour permettre le développe-

ment d'autres visions et stratégies de vie. En outre, les actions entreprises pour modifier l'environnement dans lequel les jeunes sont intégrés doivent tenir compte de la complexité de la situation et définir les priorités spécifiques à traiter. C'est ce que la seconde moitié des personnes interrogées tente de faire, ou du moins d'imaginer.

Trois grandes initiatives éventuelles axées sur divers aspects de la crise malienne résonnent dans les réponses des personnes interrogées qui tentent de proposer des solutions potentielles pour résister et apporter le changement en ce qui concerne le défi terroriste. Si ces suggestions ne reflètent pas nécessairement le point de vue et les recommandations des auteurs, il est essentiel d'écouter attentivement et de prendre en considération ce que pensent les jeunes Maliens afin de mieux comprendre la situation sur le terrain.

¹⁵² Participant à l'entretien, Bamako.

¹⁵³ Afrique Renouveau, «Les jeunes: des agents de changement», avril 2018-juillet 2018, disponible sur: <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/avril-2018-juillet-2018/les-jeunes-des-agents-de-changement>

IFRC, «Youth in Africa, Agents of Change» (Les jeunes en Afrique: acteurs du changement), 30 janvier 2019, disponible sur: <https://media.ifrc.org/ifrc/document/youth-africa-agents-change/>

Worldbank, «Youth Transforming Africa» (La jeunesse transforme l'Afrique), disponible sur: <https://blogs.worldbank.org/fr/youth-transforming-africa>

United Nations Economic Commission for Africa, «Youth in Africa: A Major Resource for Change» (Les jeunes en Afrique: une ressource majeure pour le changement), disponible sur: https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ADF/ADF4/youth_symposium_-_a_policy_for_african_youth.pdf

1) Certaines des personnes interrogées soutiennent l'idée de prendre des initiatives et même, si besoin est, de prendre les armes contre les terroristes:

“
Nombre de jeunes personnes sont mortes en combattant pour l'armée, pour nous permettre de vivre en paix. Sans l'armée, on ne serait pas là à se parler. Je la remercie de nous avoir protégés. Dans les rangs de l'armée, la plupart des soldats sont des jeunes. [...] Si vous demandez à quelqu'un de tuer un lion, vous devez avoir l'esprit et les pensées d'un lion. Les jeunes doivent arrêter d'être paresseux et commencer à agir par eux-mêmes. Si les jeunes ne s'entraident pas, les murs commencent à se fissurer et l'eau s'infiltrer. Si les jeunes vont main dans la main, ce sera dur pour les terroristes de résister.¹⁵⁴

2) Certaines personnes interrogées affirment que le moyen le plus efficace de remédier à la situation actuelle passe par la sensibilisation et la création de nouvelles possibilités:

“

Je pense que les jeunes sont ceux qui peuvent faire quelque chose pour combattre et endiguer la présence des terroristes. Mais les jeunes ont aussi besoin d'aide pour agir. La première chose à faire est de sensibiliser. Et ensuite, de leur donner du travail. Les jeunes peuvent sensibiliser les autres jeunes. Une jeune personne peut en persuader d'autres. Les jeunes doivent jouer ce rôle, pas les personnes plus âgées, parce que ce sont les jeunes qui rejoignent les groupes terroristes; [...]

si nous parvenons à persuader les jeunes, il n'y aura plus d'efforts à déployer, l'essentiel sera fait.

Nous devons aussi montrer aux jeunes ce qu'ils ont à gagner s'ils quittent les groupes terroristes. [...] Si nous convainquons certains d'entre eux de quitter le mouvement djihadiste, ils deviendront un remarquable exemple pour les autres. [...]

“

Personnellement, je viens du centre du Mali. C'est mon lieu de naissance et c'est ici que j'ai grandi, donc je me suis demandé ce que je pouvais faire pour combattre ces groupes terroristes. [...]

Que puis-je faire ? Que peuvent faire les autres? [...]

Et soudain j'ai pris conscience que tout le monde utilise les réseaux sociaux. Alors j'ai décidé de commencer à débattre et à dialoguer avec les jeunes partisans des groupes terroristes sur les réseaux sociaux. [...]

“

À mon sens, pour aider les jeunes à trouver une solution, il faut leur donner du travail ou quelque chose de concret. On ne peut pas demander à quelqu'un de déposer les armes sans lui proposer une autre option. Sans ça, il ne leur sera pas facile de partir. Il faut qu'ils sachent qu'ils peuvent faire quelque chose d'autre. Pour y parvenir, il faut mobiliser tous ceux qui n'ont pas pris les armes. Par exemple, on peut dispenser une formation sur la manière d'utiliser l'internet et les réseaux sociaux. On a besoin de ces jeunes pour parler avec ceux qui ont choisi la violence. Leur dire qu'il y a quelque chose pour eux. [...] S'ils ne voient pas d'issue, ils n'arrêteront pas.¹⁵⁵

3) Dernièrement, certains participants ont souligné l'importance de renouer avec l'État:

“

La forte présence de l'État dans cette partie du pays peut donner espoir pour la lutte contre les groupes terroristes. De plus, lutter contre le chômage des jeunes et la pauvreté peut étouffer le pouvoir grandissant de ces groupes. Cela peut les détruire.¹⁵⁶

CHAPITRE 5

CONCLUSIONS

ET

RECOMMANDATION

© Photo ONU/Harandane Dicko

Peu d'études ont été menées sur les conséquences qu'a eues la présence des groupes terroristes sur la vie quotidienne des jeunes au Mali, y compris les effets de hausse ou de baisse que la présence persistante des groupes terroristes a eus sur le soutien des jeunes aux récits extrémistes et leur volonté de prendre part à la violence.¹⁵⁷ Ce rapport contribue à mettre en évidence les points de vue des jeunes Maliens sur leur vie, leur rôle et leur avenir sous la menace terroriste et la manière dont cela peut se répercuter sur leur disposition à soutenir et/ou à recourir à la violence (extrémiste).

Le concept de terrorisme lui-même comporte de nombreuses limites lorsqu'il est appliqué dans le contexte malien. Dans un environnement caractérisé par des «politiques armées tribalisées», les groupes terroristes ont établi des liens étroits avec les griefs locaux spécifiques et leurs groupes de soutien.¹⁵⁸ En ce sens, les groupes terroristes au Mali peuvent être perçus à la fois comme des acteurs violents poursuivant un programme transnational, et comme des insurgés locaux qui façonnent les luttes locales pour le pouvoir et la reconnaissance mais sont également influencés par ces luttes.¹⁵⁹ C'est pourquoi une

¹⁵⁷ Voir, par exemple, Jasko, Katarzyna, Gary LaFree, et Arie Kruglanski, «Quest for significance and violent extremism: The case of domestic radicalization» (Quête de sens et extrémisme violent: le cas de la radicalisation domestique), *Political Psychology* 38.5 (2017): p. 815-831; Institut d'Études de Sécurité, 2016, «Jeunes "djihadistes" au Mali. Guidés par la foi ou par les circonstances? », Note d'Analyse 89. Dakar: août 2016; Interpeace, 2016, «Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain: trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Mali», Abidjan: octobre 2016; Programme des Nations Unies pour le développement, 2017, *Sur les chemins de l'extrémisme*. New York: septembre 2017

¹⁵⁸ Norwegian Institute of International Affairs and UNDP, «Local Drivers of Violent Extremism in Central Mali» (Moteurs locaux de l'extrémisme violent au Mali central), 2019, disponible sur: <https://www.nupi.no/en/Publications/CRIS-tin-Pub/Local-Drivers-of-Violent-Extremism-in-Central-Mali>

¹⁵⁹ Mathieu Pellerin, «Les violences armées au Sahara: du djihadisme aux insurrections?», Études de l'IFRI, novembre 2019, disponible sur: https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pellerin_violence_armees_sahara_2019_002.pdf

attention particulière a été accordée dans l'ensemble de ce rapport aux points de vue et aux définitions employées par les jeunes de la région quand ils décrivent le phénomène du terrorisme et ses manifestations dans le pays.

Les jeunes personnes interrogées ont décrit l'incidence des groupes terroristes sur leur existence. Tout d'abord, l'exposition à la violence et aux menaces physiques a considérablement augmenté : bien que les participants affirment que les forces armées et les militaires ont été les premières cibles des attentats terroristes, de nombreux épisodes de violence à l'égard de représentants civils de l'État et de la population ont été signalés, en particulier dans la région de Mopti et de Ménaka, ce qui a entraîné une normalisation de la violence. Les groupes extrémistes violents ont également contribué à l'augmentation des tensions ethniques et des massacres brutaux par d'autres acteurs armés.¹⁶⁰

Deuxièmement, la présence et les activités des groupes extrémistes violents ont ébranlé la gouvernance et le contrôle territorial: les

quelques institutions symboliques et efficaces, en particulier à Mopti et à Ménaka, ont été éliminées et remplacées par de nouvelles formes de gouvernance, dont un système d'imposition révisé, une nouvelle gestion des terres et de nouveaux mécanismes d'administration de la justice. Troisièmement, le terrorisme a eu une incidence économique considérée presque unanimement comme «dévastatrice» par les personnes interrogées: le niveau d'insécurité accru et la mobilité restreinte ont eu des conséquences néfastes sur l'économie du pays, tout en limitant considérablement les activités commerciales et la production agricole et pastorale au niveau micro-économique.

Enfin, l'exposition durable à la violence a suscité un mélange de peur, de méfiance et de résignation chez les jeunes personnes interrogées, et a eu d'importantes répercussions sur leur vie sociale: les pratiques traditionnelles et les festivités culturelles ont été prohibées, la façon dont les jeunes occupent leur temps libre a changé et le rôle socio-politique des femmes s'est dégradé.



*Il n'y a plus de musique, ni les cris des griots.¹⁶¹
Les tam-tams et les flûtes ne résonnent plus.¹⁶²*

La présence des groupes terroristes a ébranlé et, la plupart du temps, détérioré la confiance interpersonnelle, les relations sociales et interethniques, ainsi que les rapports entre les citoyens et l'État et les missions internationales opérant sur le terrain. Divers exemples ont mis en avant le rôle que jouent les représen-

tants de l'État dans l'accroissement des tensions et la gestation de conflits au sein de la population. La mauvaise gestion des terres et des lois, les politiques de marginalisation politique et économique, mais également les abus physiques et les violentes injustices ont contribué à aggraver une situation déjà fra-

¹⁶⁰ Jeune Afrique, «La Minusma accuse les armées malienne et nigérienne d'avoir commis des exécutions extrajudiciaires», 2 mai 2020, disponible sur: <https://www.jeuneafrique.com/938689/politique/mali-la-minusma-accuse-les-armees-malienne-et-nigerienne-davoir-commis-des-executions-extrajudiciaires/>

¹⁶¹ En Afrique de l'Ouest, un griot est un historien, un conteur, un chanteur de louanges, un poète et/ou un musicien. Même si les comparaisons historiques sont quelque peu problématiques, on pourrait les considérer comme l'équivalent moderne des troubadours médiévaux.

¹⁶² Participant à l'entretien, Mopti.

gile, favorisant le développement de griefs violents et la naissance d'un vivier de terroristes et d'autres groupes armés. Parallèlement, l'État et les forces de sécurité nationale demeurent un point de référence pour ceux qui espèrent trouver une solution à la violente crise qui secoue le Mali. Bien que l'État soit souvent dépeint comme l'une des sources majeures d'instabilité et d'insécurité, il est également considéré comme le moteur principal de solutions viables et un instrument nécessaire contre la violence aveugle et l'expansion de la crise.

Le terrorisme a grandement bouleversé les vies des jeunes Maliens à travers le pays. Si la plupart des personnes interrogées jugent habituellement moins inquiétante la situation sécuritaire à Bamako, le sentiment d'insécurité généralisé et les conséquences économiques et sociales néfastes entraînées par la présence des groupes terroristes semblent toucher les jeunes des trois régions étudiées dans les mêmes proportions.

L'extrémisme violent a grandement bouleversé les jeunes du pays. Un petit pourcentage a été touché au travers de la participation à l'extrémisme violent. Pour une majeure partie, cette situation les a poussés à apprendre à faire face à ce phénomène et, pour certains d'entre eux, à lutter contre lui. Bien que les participants n'aient pas été sélectionnés pour leur participation aux formes violentes d'extrémisme, leurs réponses ont aidé à définir les principaux facteurs qui favorisent la vulnérabilité à l'extrémisme violent. Leurs points de vue ont également mis en évidence les circonstances qui, aux yeux des témoins locaux, peuvent expliquer le choix de prendre les armes et de rejoindre des groupes terroristes ou d'autres acteurs armés non étatiques, tels

que les milices d'autodéfense ou les groupes criminels. Des facteurs d'attraction et de répulsion divers, et généralement simultanés, relatifs à la participation à l'extrémisme violent ont été définis par des recherches antérieures et confirmés par les jeunes interrogés dans le cadre de ce travail de recherche. Si la présence d'une insurrection terroriste bien avancée est un facteur d'attraction manifeste, le choix de prendre les armes dépend habituellement d'un amalgame d'éléments et d'événements qui sont profondément ancrés dans le paysage sociopolitique local. Les personnes interrogées ont confirmé que la religion semblait jouer un rôle marginal: au sein des nouvelles recrues des groupes terroristes, très peu connaissent réellement leur religion, ou sont capables, dans le cas de l'islam, de lire le Coran.¹⁶³ Les profils de «radicalisation» religieuse peuvent être identifiés une fois que la personne a déjà rejoint le groupe et a été exposée à la prédication et à la violence structurelle qui imprègnent ces organisations. Mais même parmi ceux qui ne voient pas nécessairement les objectifs extrémistes, tels que l'imposition de la charia, d'un mauvais œil, il est compliqué de justifier les moyens violents mis en œuvre pour atteindre cet objectif.¹⁶⁴ Au contraire, ceux qui ont reçu une éducation religieuse dans les écoles dites arabes ou les médersas font partie de ceux qui s'opposent le plus aux groupes terroristes, qu'ils perçoivent comme des «traîtres» à leur foi¹⁶⁵, comme l'ont également confirmé plusieurs participants aux entretiens. Le présent rapport suggère que, outre les répercussions de la présence du terrorisme, d'autres facteurs tels que le déclin des perspectives économiques, le sentiment d'abandon ou de discrimination de la part de l'État, ou les changements observés dans le système de gouvernance régissant les activités quotidiennes

163 Participant à l'entretien, Mopti.

164 Participant à l'entretien, Mopti.

165 Participant à l'entretien, Bamako.

jouent un rôle dans ce processus. Ces facteurs et d'autres seront abordés plus en profondeur dans un rapport à paraître de l'ICCT et de l'UNICRI élaboré à partir de données quantitatives collectées par le biais de sondages réalisés auprès de la jeunesse malienne.

D'après le tableau dépeint par les données réunies, le choix de la violence a tendance à être en premier lieu «relatif» et «en conséquence»; le choix de rejoindre les groupes terroristes doit être compris en prenant en considération le contexte de la zone géographique et à la lumière des expériences passées de la recrue. Tenir compte du contexte signifie étudier le degré de violence auquel la recrue a été exposée, et l'auteur de cette violence, la «normalisation» de la violence et la disponibilité des armes dans l'environnement immédiat, ainsi que les conditions structurelles de marginalisation ou de discrimination que subit l'individu en fonction de son âge, de sa profession, de son niveau d'éducation, de sa classe, de sa religion, de son ethnie ou de son sexe. Une recrue peut rejoindre des groupes terroristes pour obtenir quelque chose, ou lutter contre quelqu'un, ou les deux en même temps, mais il ne s'agit en aucun cas d'une décision infondée. Cette décision est fortement influencée par les relations que l'individu a développées et entretenues avec son environnement et les personnes, les communautés, les groupes et les institutions qui l'entourent. De plus, l'engagement auprès

de groupes terroristes est une conséquence, car il suit habituellement un ou plusieurs épisodes de violences ou de discrimination, qui ont nettement renforcé la détermination de la recrue. Néanmoins, il convient de noter que l'enrôlement dans des groupes terroristes ou criminels n'est pas toujours un choix individuel ou libre: certains jeunes ont été forcés de suivre les terroristes sous les menaces de mort; dans d'autres cas, les jeunes suivent la décision prise par leur famille ou leur communauté de collaborer avec les groupes terroristes pour obtenir une protection ou un soutien dans leur lutte contre d'autres groupes et acteurs armés.

Ce rapport aide à mieux comprendre les besoins, les peurs, les facteurs principaux de la vulnérabilité et les moteurs de la participation des jeunes à la violence, mais également les idées que se font les jeunes de leur pays et de leur avenir, ce qui est crucial pour la mise en œuvre d'initiatives efficaces pour combattre l'extrémisme violent. Des éléments, des stratégies et des comportements divers et complémentaires ont été évoqués par les personnes interrogées pour renforcer la résilience des jeunes à l'égard de la violence armée et des idéologies extrémistes. Bien qu'un certain degré de fatalisme semble caractériser le discours des participants, ces derniers ont avancé une description nette des mesures à prendre pour améliorer leur vie et contrer efficacement la menace terroriste. Il faudrait encourager les



jeunes à se saisir d'un rôle pivot dans l'élaboration d'une initiative réussie pour enrayer la propagation de l'extrémisme violent. En outre, des efforts supplémentaires devraient être consacrés à une sensibilisation plus poussée

sur ce phénomène. Cela comprend la promotion de l'initiation aux médias et de la pensée critique en vue de limiter les risques d'exposition à la radicalisation et à la propagande terroriste.

“ *Ce qu'il faut, c'est que nous, les jeunes, nous réveillions et prenions conscience que ces personnes [les terroristes] ne sont là que pour détruire notre avenir. L'avenir de notre pays nous appartient. Nous devons reconstruire notre pays. Le fait que ce soit si facile pour eux de nous recruter est effrayant. Cela va nuire à notre avenir. Les jeunes doivent se mobiliser[...]. Tôt ou tard, nous allons vaincre l'ennemi. C'est notre devoir.*¹⁶⁶

Les jeunes peuvent être le moteur du changement parmi leurs pairs ainsi qu'au sein de leur communauté, en particulier si leur situation socio-économique fragile est consolidée grâce à la création de nouvelles perspectives et responsabilités. Enfin, l'État et ses représentants peuvent et doivent jouer un rôle déterminant : un nouveau système de gestion du pouvoir, une relation de confiance renforcée entre l'État et son peuple et une plus grande participation des jeunes pourraient contribuer à améliorer la sécurité et la stabilité de même qu'à faire face aux menaces que constituent

les groupes terroristes dans le pays. Vaincre les terroristes ne suffira pas si leur présence a engendré la normalisation de la violence chez les jeunes et, plus généralement, dans toute la société malienne. Atténuer les conséquences à long terme de la présence du terrorisme constitue l'un des plus lourds défis pour le Mali et ses partenaires internationaux. Ce défi doit être relevé afin de contribuer au développement d'un contexte plus stable et pacifique dans lequel les nouvelles générations pourront bâtir leur avenir.

¹⁶⁶ Participant à l'entretien, Bamako.





EN COLLABORATION AVEC



AMBASSADE ROYALE DU DANEMARK

